

doit être substituée par la force à l'organisation actuelle.

Le primordial caractère du socialisme est une haine intense de toutes les supériorités : supériorité du talent, de la fortune et de l'intelligence.

Pour ses adeptes, il a remplacé les anciens dieux et constitue une puissance mystique capable de réparer les iniquités du sort.

Le collectivisme avait fini par concrétiser la foi nouvelle. Sur les débris de la vieille société, s'élèverait un monde régénéré où, comme dans les Paradis de jadis, tous les hommes jouiraient d'une félicité éternelle.

Longtemps, l'absurdité de la doctrine ne nuisit nullement à sa propagation. Elle flattait des instincts assez bas et par conséquent assez répandus. Prendre à ceux qui possèdent est toujours tentant pour qui ne possède rien. Les dogmes d'ailleurs s'imposent par les espérances qu'ils font naître et jamais par les raisonnements qu'ils proposent. Ils triomphent, malgré leur illogisme, dès que sont déterminées dans les âmes certaines transformations mentales. Le rôle des apôtres est de produire ces transformations. Le socialisme n'en a jamais manqué.

Son succès universel rappelle les débuts du christianisme. Ce dernier, lui aussi se propageait, malgré la faiblesse logique de ses dogmes, et les réfutations des philosophes. Par la puissante action de la suggestion et de la contagion, il finit par conquérir jusqu'aux classes éclairées que son influence devait bientôt détruire.

Le grand élément de succès du socialisme fut d'apparaître au moment où l'homme ne croyant plus à la puissance de ses anciens dieux, en cherchait d'autres à invoquer. Les divinités meurent quelquefois, mais la mentalité religieuse leur survit toujours. L'esprit humain ne sait pas vivre sans religion, c'est-à-dire sans espérance.

Cette mentalité est la même dans toutes les classes

sociales. Quand on renie les dieux, on croit aux fétiches. Et c'est pourquoi la religion socialiste a autant triomphé dans la bourgeoisie que dans les couches populaires. La magique puissance de la nouvelle foi est telle, que les classes éclairées perdent toute confiance dans la justesse de leur cause et ne savent pas se défendre contre les plus audacieux rhéteurs. Elles sont envahies par la peur et aussi par un humanitarisme vague, forme assez méprisable de l'égoïsme et grave symptôme de décadence, comme Renan l'avait déjà observé.

Le socialisme ne progresse pas en réalité par la valeur de l'idéal très bas qu'il propose, mais malgré cet idéal. C'est son côté mystique, l'espérance d'un paradis terrestre où tous les hommes jouiraient d'une éternelle félicité qui fait sa force. J'ai eu souvent occasion de montrer qu'au cours de l'histoire les hommes se sont fait tuer pour des idées, beaucoup plus que pour satisfaire des besoins matériels. C'est l'idéal à poursuivre qui les a charmés. L'espoir de travailler, sous la férule de l'Etat collectiviste, pour obtenir des bons de pain et de charcuterie ne passionnera jamais personne. Dans un intéressant livre, les *Découvertes de l'Economie sociale*, M. d'Avenel est arrivé par une autre voie à la même conclusion. Voici comment il s'exprime :

Le « bien-être » ne tient vraiment qu'une place très petite dans l'histoire des nations. C'est assez tard qu'elles se sont avisées d'y penser.

Elles ont visé longtemps à des satisfactions d'un tout autre ordre ; elles se sont passionnées pour tout autre chose et, dans sa marche lente, la civilisation, celle de l'antiquité aussi bien que celle du Moyen Age, a recherché le *beau* bien avant l'*utile*. Elle a excellé à faire des statues ou des temples avant de faire des lampes ou des parapluies ; elle a su écrire avant de savoir se chauffer et a découvert le pinceau avant la fourchette.

Ces hommes ont vécu pour l'idée plus que pour la matière ; ils ont glorifié les noms des guerriers qui ont accompli les faits héroïques, dont les peuples le plus souvent ont souffert ; et aussi les noms de ceux qui ont formulé des pensées ou créé des

œuvres d'art, dépourvues d'utilité pratique. Quant aux noms de ceux qui les ont dotés des inventions les plus nécessaires, semble-t-il, à la vie, ils les ont laissé tomber dans l'oubli. De sorte qu'à examiner les faits au long des siècles on s'aperçoit qu'il n'y a que les « idées » qui comptent. C'est pour elles que les hommes vivent ; c'est pour elles qu'ils meurent.

De nos jours encore, ceux qui semblent le plus attachés soit à l'argent soit aux plaisirs qu'il sert à payer, poursuivent, au fond, une satisfaction purement idéale beaucoup plus qu'un besoin corporel.

*
* * *

Je n'ai commencé à comprendre les divagations des théologiens du Moyen Age qu'après avoir lu celles des socialistes sur la société future. Même ignorance de la nature humaine et des nécessités économiques, mêmes visions chimériques, même besoin de destruction du présent pour réaliser le monde idéal enfanté par leurs rêves.

Les théologiens disparus ont laissé des héritiers de leur esprit. Les chimères n'ont fait que changer de nom et les fanatismes qu'elles engendrent, les destructions dont elles nous menacent, sont les mêmes que par le passé. Le socialisme constitue une religion dont les apôtres ont toute l'intolérance de leurs ancêtres. Doctrines, langage, croyances, méthodes de propagation sont presque identiques.

Nous n'avons éteint des astres fantômes, écrit justement Sageret, que pour allumer des étoiles chimériques. Notre Cité Future vaut la Jérusalem Céleste. Ces deux villes sont également métaphysiques. Toutefois, on s'ennuiera peut-être moins dans la Cité Future parce qu'on s'y ennuiera moins longtemps.

Le christianisme des premiers âges, avec lequel le socialisme offre tant d'analogies, possédait cependant un élément de succès dont les doctrines actuelles sont dépourvues. Les récompenses espérées devaient être accordées dans un paradis dont nul n'était revenu. Les promesses de bonheur terrestre faites par le socialisme depuis soixante ans et qui devaient se réaliser dans un avenir prochain n'ayant pu s'accomplir, la confiance

dans la doctrine a été ébranlée et, aujourd'hui, une foi nouvelle, le syndicalisme, tend à la remplacer. Moins chimérique sur bien des points, elle est sans doute destinée à un plus durable avenir.

Le socialisme collectiviste repose sur une série d'illusions dont on commence maintenant à voir la vanité mais qui s'imposeront pendant longtemps encore. Elles se ramènent aux propositions suivantes : 1° Une société peut être refaite de toutes pièces à coups de décrets par une révolution ; 2° Le régime capitaliste étant la source de tous les maux, il suffirait de le supprimer pour établir un bonheur universel ; 3° L'Etat doit s'emparer de toutes les propriétés, de toutes les industries, et les faire administrer par une armée de fonctionnaires chargés de répartir également les produits entre les membres de la communauté.

De pareilles théories ne tenant compte ni des passions, ni des sentiments, ni des nécessités économiques, ni d'ailleurs de réalités d'aucune sorte, il est facile, en les prenant pour base, de bâtir sur le papier des sociétés artificielles très variées. Ce sont les paradis des âmes simples.

Ces chimériques illusions demeurent — en France du moins — très puissantes encore. Elles inspirent une absolue confiance aux cafetiers et aux commis voyageurs de province, dont se composent tant de comités électoraux, et sont au Parlement l'origine de lois fort dangereuses. On ne nie plus que le rachat d'une importante ligne de chemins de fer ait été, comme l'impôt sur le revenu, inspiré par les doctrines collectivistes. La première de ces opérations était destinée à préparer l'accaparement de toutes les industries par l'Etat. L'impôt sur le revenu n'avait d'autre but que de faire le bilan de la fortune des citoyens, de façon à pouvoir plus tard les dépouiller à volonté. Les socialistes savent fort bien qu'un tel impôt ne s'établirait qu'au prix d'odieuses inquisitions destinées à susciter de redoutables ennemis au régime

républicain, sans le moindre bénéfice financier pour personne. De telles évidences n'ont arrêté cependant aucun vote. Les comités électoraux socialistes ayant parlé, le Parlement a servilement obéi.

De toutes les illusions socialistes, la plus vaine peut-être est le rêve de supprimer la classe bourgeoise dont le talent, l'intelligence et les capitaux ont créé et font prospérer les industries desquelles les ouvriers vivent.

Supposons qu'un chef d'usine ayant 1.000 ouvriers et réalisant 40.000 francs de bénéfices annuels donne gratuitement son usine aux travailleurs. Grâce aux 40.000 francs abandonnés, le salaire de chacun augmenterait en apparence de 10 centimes environ par jour¹. En réalité, il serait bientôt très amoindri, car les hommes aptes à diriger de grandes industries sont rares, et dès que la capacité du chef diminue, les bénéfices s'effondrent. Vérité éclatante que les socialistes ne veulent pas comprendre. Dans l'état actuel de l'industrie, l'homme capable devient un instrument si précieux qu'il est toujours économique de le payer fort cher.

Supposons cependant que le socialisme triomphe, avec son administration collectiviste de l'industrie et son égalisation des salaires. Immédiatement, tous les hommes intelligents : savants, artistes, inventeurs, ouvriers habiles, etc., peu soucieux de voir rémunérer leur talent avec des bons d'aliments, émigreraient vers des pays voisins qui les accueilleraient avec enthousiasme, car le talent fait prime partout. Le socialisme ne régnerait alors que sur une société composée d'individus de la plus basse médiocrité.

Bien entendu, le conquérant qui voudrait s'emparer d'un pays ainsi socialisé n'aurait qu'à lever le doigt. Les socialistes répondront que cela leur est

1. Ce chiffre de 10 centimes comme bénéfice moyen réalisé sur l'ouvrier a été également donné à la Chambre des députés dans une discussion récente.

égal puisqu'ils se déclarent de plus en plus antimilitaristes et antipatriotes, et qu'à leurs yeux patron français ou patron allemand représentent la même chose.

Pour leur ôter cette nouvelle illusion, il suffit de les renvoyer aux livres d'histoire montrant la destinée des peuples que leurs dissensions ont conduits sous la loi de l'étranger. La Pologne en est un frappant exemple. Bâtonnés et expropriés par les Allemands, vigoureusement mitraillés par les Russes dès qu'ils crient trop fort, ne pouvant même pas, sous peine du fouet, faire apprendre leur langue dans les écoles à leurs propres enfants, les infortunés Polonais expient durement les luttes civiles ancestrales. Leur destinée devrait être gravée en lettres d'or dans toutes les salles des congrès socialistes où l'antipatriotisme s'enseigne.

Le socialisme collectiviste qui triompherait quelque part ne saurait d'ailleurs durer bien longtemps. Il ramènerait vite les despotes libérateurs que le peuple acclamerait comme il l'a fait pour tous ceux subis par la France depuis la Révolution. En attendant, les ravages produits seraient terribles. Je suis de l'avis de Laveleye montrant à la suite du socialisme victorieux « nos capitales ravagées par la dynamite et le pétrole, d'une façon plus sauvage et surtout plus systématique que Paris ne l'a été en 1871 par la Commune ».

Faguet a recherché comment pourrait triompher le socialisme, et il admet, ainsi que je l'avais fait moi-même, que ce sera peut-être par l'affaiblissement moral de l'armée. Nous avons déjà vu, dans les troubles du Midi, un régiment lever la crosse, et l'histoire de la Commune montre qu'en pareil cas un gouvernement peut s'effondrer instantanément.

Cet effondrement s'accomplirait plus simplement encore par des mesures législatives. Le même auteur fait remarquer « qu'il suffirait d'une décision législative comme en 1790, ou d'un coup d'Etat populaire pour exproprier la bourgeoisie et procéder à son

égard comme elle a procédé à l'égard du clergé et de la noblesse au moment de la Révolution, et plus récemment à l'égard des congrégations possédantes et du clergé séculier ».

Il semble qu'un souffle d'aliénation aveugle aujourd'hui la bourgeoisie, car elle ébranle sans trêve les plus solides colonnes de la société qui l'abrite, notamment les finances et l'armée. Elle détruit progressivement toute discipline, et vote les pires mesures financières et militaires proposées par les socialistes sans pouvoir douter cependant que le triomphe du socialisme serait, comme l'a écrit le révolutionnaire Malato, « un despotisme plus dangereux que le système monarchique, parce qu'il serait insaisissable et impersonnel. »

La bourgeoisie se fait donc profondément illusion en suivant le courant qui la pousse et qu'il lui serait possible non de remonter, mais d'orienter. Elle perd conscience de sa supériorité, de sa puissance et de sa valeur, et ne comprend pas qu'une société ne saurait vivre sans discipline, sans tradition et sans hiérarchie.

Elle ignore surtout l'art de parler aux foules et ne conçoit guère le simplisme de leur âme. La seule vision politique de l'ouvrier est qu'il est exploité par le patron et que le gouvernement doit faire augmenter sa paye.

« La masse, écrit justement M. Bourdeau, n'a aucune idée nette, elle est toujours de l'avis de l'orateur qui péroré devant elle, qu'il soit favorable à la défense républicaine ou anticléricale, patriote ou anti-patriote, politicien ou syndicaliste révolutionnaire. »

La foule, en effet, juge en bloc uniquement d'après l'impression produite sur elle par les vociférations des orateurs. Leurs raisons, elle ne les entend pas et, comme les femmes, se passionne pour les individus sans écouter leurs discours. Toutes les vérités seront acceptées si l'homme qui les dit lui plaît, et il lui plaît

quand il est énergique. On a vu dans une circonscription du Nord, citadelle du socialisme, un candidat, assez conservateur cependant, se faire nommer député à la place de l'un des grands chefs du socialisme, non par ses raisons mais parce qu'il avait su plaire et que les foules sentaient en lui le maître réclamé toujours.

Malgré leurs instincts révolutionnaires apparents les multitudes ne demandent qu'à obéir. Toute l'histoire est là pour le dire. Les ouvriers les plus violents obéissent sans discuter aux coups de sifflet du délégué des comités révolutionnaires et se mettent instantanément en grève, sans se permettre la moindre observation. Louis XIV ou Bonaparte n'auraient jamais osé les prescriptions draconiennes décrétées par d'obscurs comités auxquels leur anonymat seul confère du prestige.

*
* *
*

Beaucoup de socialistes sont trop intelligents pour avoir confiance dans leurs doctrines et les abandonnent dès qu'ils arrivent au pouvoir. Devenus alors partie intégrante de la bourgeoisie, ils en découvrent brusquement les qualités. On a pu lire, non sans quelque étonnement, les compliments décernés aux bourgeois par un socialiste devenu ministre, M. Viviani, dans un discours prononcé à Calais :

... Autour du prolétariat, disait-il, vit une bourgeoisie qui travaille, qui a ses intérêts, sa volonté, ses désirs. Et c'est une grande injustice que de la dénoncer dans son ensemble à la colère ou au mépris des travailleurs. C'est elle qui, par ses penseurs et ses philosophes, a montré le vide du Ciel.

Si la bourgeoisie n'avait fait que détruire des illusions, il n'y aurait pas lieu de lui en être extrêmement reconnaissant. Je ne sais pas — ni M. Viviani non plus — si le ciel est vide. C'est une hypothèse probable mais non démontrée. En tout cas, c'est une hypothèse que la très grande majorité des Français n'admet pas encore. Or, un véritable homme d'Etat

doit savoir respecter toutes les convictions et gouverner les peuples avec leurs idées, et non avec ses propres croyances.

Mais si les hypothèses relatives au ciel restent incertaines, au moins est-il sûr que les progrès de la civilisation sont dus uniquement à la bourgeoisie de tous les âges, puisque c'est dans son sein qu'ont toujours été recrutés artistes, industriels, philosophes et savants.

La démocratie, disait M. Clemenceau dans un de ses discours, n'est pas le gouvernement du nombre... A la source de toute évolution nous trouvons l'effort individuel des penseurs, tandis que le progrès général doit résulter nécessairement de l'accommodation progressive des masses aux idées soumises à la sanction de l'expérience par le génie de quelques-uns.

Ne qualifions pas ces vérités de banales puisque c'est seulement le jour où ils arrivent au pouvoir que les politiciens les découvrent.

Elles ne sauraient bien entendu effleurer les socialistes révolutionnaires, rêvant la destruction de la société actuelle.

Avec un peu plus d'intelligence, ces bruyants apôtres arriveraient à comprendre qu'ils ne gagneraient rien à se substituer au gouvernement qu'ils maudissent. Les survivants de leurs hécatombes finiraient par constater, que les méthodes de gouvernement sont peu variées, et deviendraient plus réactionnaires encore que leurs prédécesseurs. C'est ce qui fut toujours observé du reste quand les Césars vinrent écraser l'anarchie.

Des révolutionnaires vainqueurs ne peuvent prendre en effet que deux partis : rester révolutionnaires, et dans ce cas perpétuer un désordre contre lequel se liguent vite toutes les opinions et qui par conséquent ne saurait durer, ou gouverner à peu près comme leurs aînés. Ce dernier parti fut toujours adopté par tous les démagogues triomphants. Ceux qui, avant d'arriver au pouvoir prêchaient l'insurrection, la

grève générale et la violence, les combattent énergiquement une fois devenus les maîtres. Non, certes, qu'ils trahissent leurs principes, mais simplement parce qu'ils découvrent alors que le maintien de la vie d'un peuple est soumis à l'observance de certaines règles traditionnelles.

Ce ne sont pas en réalité les violences des révolutionnaires, mais la faiblesse de nos gouvernants qui constitue le vrai danger. Quand un pays est saturé d'anarchie, quand trop d'intérêts sont menacés et qu'on ne voit partout que palabres inutiles, promesses mensongères et lois stériles, les peuples se dirigent d'instinct vers un dictateur capable de ramener l'ordre et de protéger le travail. C'est ainsi que tant de démocraties ont péri.

La dictature, c'est évidemment l'ordre pour quelque temps, mais c'est aussi Waterloo, Sedan et l'invasion. Sans doute les Romains n'eurent pas à regretter l'avènement d'Auguste, mais son règne rendit possible Tibère, Caligula, la lente décadence et l'écrasement final sous le pied des Barbares.

La reconstruction du monde détruit par ces nouveaux maîtres exigea mille ans de guerres et de bouleversements. Le présent est fait surtout du passé et le passé ne se recrée pas. Aujourd'hui les barbares sont dans nos murs et nous les laissons saper jour après jour un édifice social péniblement construit. Ils pourront le détruire mais non le remplacer. Une société périt parfois très vite, les siècles seuls permettent de la rebâtir.

CHAPITRE II

Les Illusions syndicalistes.

L'association des intérêts similaires est devenue la loi de l'âge moderne. La grande industrie ne l'a pas créée, mais fortement développée.

Tous les pays ont connu des formes diverses d'association. Florence et Sienne, au Moyen Age, étaient des Républiques professionnelles, formées d'une agglomération de syndicats réalisant assez bien le rêve de beaucoup de théoriciens actuels. Les corporations détruites par la Révolution constituaient aussi de véritables syndicats.

L'avantage évident de telles institutions est de conférer à de petites collectivités une puissance que ne saurait posséder l'individu isolé. Elles le dispensent, en outre, d'initiative et de volonté, qualités d'un exercice fatigant et d'ailleurs assez peu répandues.

Les liens du syndicat tendent à devenir aujourd'hui la seule attache entre les hommes. Alors que les institutions politiques ne sont plus respectées, que l'idée de patrie s'affaiblit, que toutes les croyances ancestrales s'évanouissent, l'influence de l'idée syndicaliste grandit chaque jour. Elle est en voie de donner naissance à des formes de droit nouvelles. Tel par exemple le contrat collectif dans lequel le patron traite, non plus avec l'ouvrier, mais avec son syndicat. Il tend à devenir le régime normal de l'industrie.

L'ouvrier — surtout le médiocre — gagne à ce régime, mais sous la condition d'accepter une tyrannie très dure. S'il peut conserver l'illusion du pouvoir, il ne saurait garder celle de la liberté.

De cette vérité banale, que les institutions n'ont par elles-mêmes aucune vertu et que leur influence varie avec les qualités mentales des peuples les ayant adoptées, l'histoire du syndicalisme fournit, je l'ai montré déjà, une preuve frappante.

Il se présente, en effet, sous deux formes très différentes suivant les races : le syndicalisme pacifique et le syndicalisme révolutionnaire. Le premier s'observe chez les Anglo-Saxons. Les syndicats ne s'y occupent que d'intérêts économiques et ignorent les luttes de classes. Chez les peuples latins, le syndicalisme est devenu, au contraire, un instrument d'anarchie ne visant que la destruction de la société. C'est ce dernier que nous étudierons maintenant.

Quelques syndicats d'ouvriers français se bornent bien, comme en Angleterre ou en Allemagne, à défendre leurs intérêts et ne présentent, jusqu'à présent du moins, rien de subversif. Etant peu nombreux ils ne possèdent guère d'influence.

Tout autre est le syndicalisme révolutionnaire, représenté par la bruyante Confédération du travail. Nous avons précédemment montré son antipathie pour le collectivisme, considéré par elle, avec raison, comme une simple forme de l'Etatisme.

Cette Confédération, à peine âgée de quelques années, prétend constituer un syndicat de syndicats; mais, en réalité, compte très peu de syndiqués, puisque 5 p. 100 à peine des ouvriers français en font partie. Il est vrai que ce n'est pas le nombre des apôtres qui fait la force d'une doctrine.

Ses débuts furent assez flottants. Elle ne commença à devenir puissante qu'après avoir eu à sa tête quelques révolutionnaires intelligents, comprenant qu'un pouvoir anonyme, hardi et possesseur d'un

petit nombre de principes fixes, devait, grâce à la faiblesse gouvernementale et à l'anarchie générale, acquérir une autorité considérable.

Au double point de vue psychologique et politique, son histoire est très intéressante. Elle montre comment une poignée d'hommes résolus, peut arriver à fonder une organisation traitant d'égal avec l'Etat, au point d'obliger le Parlement à voter d'urgence des lois impérieusement dictées.

En politique, l'autorité est précieuse, mais il suffit parfois de faire croire qu'on la possède. Le prestige des sorciers a duré mille ans, bien qu'ayant comme unique appui la foi dans la sorcellerie.

Fonder un pouvoir personnel est extrêmement compliqué. Créer un pouvoir anonyme est, au contraire, assez facile. On discute le premier, on subit le second. En France, le pouvoir des comités anonymes est toujours respecté. Au Parlement, ils règnent en maîtres. L'éminent homme d'Etat R. Poincaré montrait, dans un discours récent, ces députés affolés, « agitant en désordre leurs bulletins, jetant sur leurs circonscriptions muettes des regards interrogateurs, en se demandant : « Vais-je plaire à mon comité ? » Les plus farouches socialistes, interrupteurs bruyants des ministres, sont en général très modestes, très petits, devant des comités souvent composés de brail-lards alcooliques qui, en fait de volonté populaire, ne représentent que la leur. Appuyé sur des comités, un journal et le concours d'un nombre suffisant de marchands de vin, on peut devenir un des maîtres d'un pays.

On l'a pu du moins jusqu'ici, mais les comités électoraux sont maintenant assez menacés. Ayant forcé les députés d'édicter des lois très dangereuses pour la prospérité de notre industrie, ils conduisirent les négociants à former des ligues de défense. Les Chambres de commerce n'ont pas réussi à empêcher le ruineux rachat de l'Ouest, ordonné par les comités

socialistes, mais la Fédération des commerçants détaillants a fait hésiter la Chambre devant plusieurs impôts.

Quoi qu'il en soit, sous une forme ou sous une autre, groupement d'intérêts politiques ou d'intérêts professionnels, l'avenir n'est pas aux influences personnelles, mais surtout aux collectivités anonymes, guidées par des meneurs.

Les créateurs de la Confédération du travail comprirent parfaitement ces vérités élémentaires et quelques autres. Leur programme apparent fut de former un syndicat global, géré par un comité dépourvu de pouvoir visible, mais les exerçant tous, en réalité, et notamment celui d'imposer aux sociétés confédérées des ordres exécutés sans discussion.

Un premier obstacle se présentait. Pour arriver à dominer, ne fallait-il pas faire voter d'abord les ouvriers et obtenir une majorité ?

Des politiciens ordinaires auraient été arrêtés par cette difficulté. Elle n'embarrassa nullement les fondateurs de la Confédération. Ne pouvant espérer le nombre, ils déclarèrent simplement substituer au pouvoir des majorités celui des minorités, et pour justifier une telle prétention, — celle d'ailleurs de toutes les aristocraties, — décidèrent hardiment, en opposition aux idées démocratiques et socialistes, que les minorités seules ont le droit d'imposer leurs volontés.

...Ainsi apparaît, écrit l'un d'eux, l'énorme différence de méthode qui distingue le syndicalisme du démocratism : celui-ci, par le mécanisme du suffrage universel, donne la direction aux inconscients, aux tardigrades et étouffe les minorités, qui portent en elles l'avenir. La méthode syndicaliste donne, elle, un résultat diamétralement opposé ; l'impulsion est imprimée par les conscients, les révoltés.

Et sur quoi est fondée cette aptitude d'une minorité de révoltés ? Uniquement sur l'instinct. Les maîtres du parti assurent que « le plus simple ouvrier, engagé dans le combat, en sait davantage que les plus abscons

doctrinaires de toutes les écoles ». L'ouvrier insurgé, — bien entendu, s'il est membre de la Confédération, — devient ainsi une sorte de baron féodal placé au-dessus des lois.

Les conseils qu'on lui donne sont, en effet, ceux qui pourraient être présentés à un souverain absolu, n'ayant pas à tenir compte des codes.

Il faut aller de l'avant, se laisser porter par sa propre impulsion naturelle, ne se fier qu'à soi-même et se dire que ce n'est pas à nous à nous adapter à la légalité, *mais à la légalité à s'adapter à notre volonté.*

Les autocrates étant placés au-dessus des lois, l'aristocratie constituée par les membres de la Confédération n'est pas tenue à les respecter.

L'ouvrier français, écrit un des grands chefs de la nouvelle autocratie, est au-dessus de toute autorité, de tout respect, de toute hiérarchie. Il ne se demande pas, avant d'agir, si la loi lui permet ou non d'agir. Il agit et voilà tout.

Evidemment, Louis XIV et Napoléon étaient plus modestes et moins convaincus de leur grandeur.

Quant à la foule, jamais despote asiatique ne manifesta à son égard autant de mépris que les nouveaux potentats. Ils assurent, et en ceci n'ont pas tort, que les masses adoptent tout ce qu'on leur suggère et sont incapables de réflexion. En cas de révolution, le peuple se tournera du côté des plus hardis. En temps ordinaire, il n'a qu'à se taire. « Les conscients, les militants ont seuls le droit de parler au nom de la classe ouvrière. » Naturellement, les conscients sont les directeurs de la Confédération.

Pénétrés de l'infériorité de la vile multitude, ils la traitent, à chaque occasion, comme un simple troupeau d'esclaves. Leurs délégués ne prennent même pas la peine d'expliquer les ordres donnés, celui de se mettre en grève par exemple. Si quelque ouvrier un peu indépendant esquisse une résistance, il est vigoureusement assommé par les camarades obéissant avec une parfaite servilité aux injonctions du

comité. L'ordre du délégué remplace ainsi le fouet du commandeur sur les plantations jadis cultivées par les nègres.

La plus invraisemblable fantaisie préside souvent à ces grèves. La preuve en est fournie par un des membres les plus influents de la Confédération du Travail, M. Victor Griffuelhes dans son opuscule *Voyage d'un Révolutionnaire*. Voici comment il s'exprime :

A Marseille, sur les quais, il y avait par chantier un délégué par le Syndicat. Il avait un pouvoir grand... trop grand. Pour un rien, je dis pour un rien, souvent ce délégué lançait en plein travail un coup de sifflet. C'était le signal, chacun devait quitter le chantier, c'était la grève. Pourquoi ? Tout le monde l'ignorait, patrons et ouvriers.

De tels aveux montrent avec quelle facilité se peuvent asservir les foules ouvrières dès qu'on possède du prestige.

Leur obéissance va jusqu'à une abnégation que n'auraient jamais exigée les pires despotes. On connaît l'aventure récente de ce patron briquetier des environs de Paris, qui, voulant se retirer et n'ayant pas d'héritiers, offrit à ses ouvriers de mettre son usine en actions et de les leur distribuer en restant gérant pour quelque temps afin de ne pas laisser l'affaire périliter. Les briquetiers acceptèrent avec enthousiasme, mais la C. G. T. intervint et, redoutant cet exemple d'accord entre patrons et ouvriers, donna l'ordre impératif à ces derniers de refuser le présent. Ils obéirent sans discussion. Guéri de sa philanthropie le patron ferma l'usine.

Les méthodes gouvernementales employées par les chefs syndicalistes ne constituent pas assurément une innovation, puisqu'elles furent celles de tous les anciens tyrans. Il fallait une grande confiance dans la servilité des multitudes pour oser les appliquer de nos jours.

Comment se maintient ce pouvoir nouveau qui

prétend remplacer tous les autres ? Les syndicalistes révolutionnaires n'ayant à tenir compte ni de la volonté populaire, ni des lois, d'ailleurs, de plus en plus fléchissantes devant eux, le problème devenait relativement assez simple. Grâce aux menaces, au sabotage et aux grèves violentes, ils obtiennent à peu près tout ce qu'ils exigent. Quand une grève pacifique éclate quelque part, le comité envoie aussitôt quelques délégués pleins d'expérience, car ce sont toujours les mêmes, pousser les grévistes aux violences. Dès que les coups commencent à pleuvoir, ils disparaissent pour aller exercer leur apostolat ailleurs.

De pareils procédés ont du reste le privilège d'exaspérer les socialistes qui croient encore au suffrage universel et à l'efficacité des lois.

Le syndicalisme, a dit l'un d'eux au Congrès de Nancy de 1907, emploie pour arriver à ses fins le boycottage, le sabotage, les grèves partielles. Telles sont les armes — vos seules armes — avec lesquelles vous avez la prétention de transformer la propriété et la société. C'est avec cela que vous entendez faire l'économie de la conquête de l'Etat, enclouer ses canons. N'est-ce pas souverainement ridicule !

On leur fit remarquer ensuite que le syndicat contenait assez peu de syndiqués. Sans doute, mais point n'est besoin, je le répète, de beaucoup d'apôtres pour fonder un culte.

C'est un des grands chefs du socialisme doctrinaire, M. Guesde, qui s'est le plus insurgé contre le pouvoir grandissant et les méthodes de la Confédération.

Je voudrais seulement qu'on m'expliquât, dit-il, comment casser des réverbères, éventrer des soldats, brûler des usines, peut constituer un moyen de transformer la propriété. Il faudrait en finir avec toute cette logomachie prétendue révolutionnaire. Aucune action corporative, si violente soit-elle, grève partielle ou grève générale, ne saurait transformer la propriété.

Les syndicalistes révolutionnaires répondent, très justement, que leur méthode est excellente puisqu'elle produit d'utiles résultats. Ils en fournissent comme

preuve plusieurs exemples, notamment celui de l'affaire des bureaux de placement.

Les manifestations violentes et répétées avaient surpris et intimidé le gouvernement. Effrayé, le ministre Combes déposa au plus vite un projet de loi que, sans perdre haleine, votèrent en trois jours la Chambre et le Sénat. Faut-il rappeler à quel degré la leçon de ce simple fait et d'autres semblables a été efficace ?

Je n'en doute pas un instant, mais je ne doute pas davantage que si le ministre, cité plus haut, avait dépensé, pour résister à des menaces présentées de la plus insolente façon, le quart de l'énergie déployée par lui pour dépouiller et expulser de vieux moines et des religieuses sans défense, l'anarchie sociale n'aurait pas fait les progrès que chacun constate aujourd'hui.

La puissance de la Confédération du travail ne repose en effet que sur l'extrême faiblesse du pouvoir. Son développement n'était possible qu'en France. En Amérique et en Angleterre, les faits exposés plus haut ne pourraient se produire. Aux Etats-Unis, leurs auteurs subiraient de nombreuses années de prison, sans aucune chance d'amnistie. En Angleterre, les syndicats étant pécuniairement responsables des détériorations commises par leurs membres, le sabotage y est inconnu.

Évidemment, cette mollesse du gouvernement constitue un facteur que les psychologues de la Confédération savent ingénieusement utiliser, mais ils commencent à triompher trop bruyamment. L'exagération de leurs violences est d'ailleurs salutaire, car elle finira sûrement par faire surgir un ministère de défense sociale qui les mettra rapidement à la raison par la rigoureuse application des lois.

Lors de la grève de Draveil, la Confédération se croyant sûre de l'impunité dépassa fortement la mesure. Les grévistes ayant saboté les machines, dévalisé les passants, attaqué des voitures en circu-

lation, les tribunaux n'osèrent pas fermer les yeux et se résignèrent à entamer des poursuites. La Confédération menaça alors le gouvernement de décréter une grève générale s'il ne suspendait pas l'action de la justice. A la vérité, le droit de piller les diligences et d'incendier les usines est pratiquement reconnu aux ouvriers, mais on a négligé de l'inscrire dans les codes. Il fallut donc prononcer quelques condamnations. Elles furent très anodines d'ailleurs, et peu de semaines plus tard, les courtisans de la basse popularité firent, comme d'habitude, voter une amnistie.

Cette tentative de révolution eut au moins pour résultat de montrer au gouvernement la vanité des menaces qui l'ont fait tant de fois trembler. Il comprit, pour la première fois, que le pouvoir de la Confédération reposait surtout sur la terreur qu'elle inspire. Son action n'est considérable que parce que s'exerçant contre des ministres sans résistance.

Mais à défaut de la défense gouvernementale sur laquelle on ne peut guère compter, la Confédération du travail se trouve maintenant en face d'ennemis plus sérieux que la police et l'armée. Elle a vu, bien à contre-cœur, s'enrôler sous sa bannière la secte redoutable des anarchistes. Impossible de les repousser, leur programme de destruction sociale, pour établir une sorte de communisme, était identique à celui de la Confédération.

Les compagnons anarchistes ne connaissant guère d'autre méthode de raisonnement que le sabotage et l'incendie, ne sont pas d'un maniement facile. Ces illuminés veulent bien tâcher d'anéantir la société en bloc, assassiner en attendant le plus de souverains possible, souffrir au besoin le martyr pour leur foi, mais jamais ils ne se plieront à la discipline d'un syndicat. Les membres de la Confédération du travail ont victorieusement tenu tête dans les congrès aux collectivistes, mais on ne voit pas facilement com-

ment ils réussiront à se défaire de leurs nouveaux alliés les anarchistes. Nous examinerons les conséquences de leur présence dans le prochain chapitre.

Quant aux ouvriers, esclaves dociles poussés par d'invisibles mains, ils n'ont assurément rien à gagner dans la voie où on les dirige et beaucoup à perdre. Leur salaire, en effet, dépend uniquement de l'état des affaires industrielles. Ils pourraient être syndiqués jusqu'au dernier sans obtenir une augmentation d'un centime, si le commerce de leur pays diminuait d'importance. Cette diminution, déjà commençante, deviendra beaucoup plus grande encore, quand les capitaux effrayés iront chercher des pays sagement gouvernés où ne les inquiéteront pas les grèves violentes, les sabotages et les lois tyranniques que les Chambres ne cessent de voter et qui déterminent de plus en plus l'émigration des fortunes.

Ces vérités, les prétendus défenseurs des classes ouvrières se gardent bien de les dire. Ils savent pourtant que ce n'est pas en s'appropriant la fortune d'autrui que les travailleurs amélioreront leur sort, mais seulement en perfectionnant leur instruction technique. La capacité est la grande puissance de l'âge moderne et rien — absolument rien — ne peut la remplacer. Que l'ouvrier accroisse sa valeur professionnelle, qu'il finisse par s'élever au niveau de ses collègues américains dont nous parle Paul Adam, gentlemen qui arrivent le matin à leur atelier élégamment vêtus, mettent une blouse, travaillent et, leur journée finie, prennent un bain et vont achever la soirée au cercle sans que rien les distingue dans leurs manières des hommes du monde les plus corrects.

A côté de ces ouvriers à 25 francs par jour végétent, il est vrai, les manœuvres ignorants et bornés qui ne gagnent que 4 francs dans le même temps. L'idéal de la civilisation est-il d'élever le manœuvre au rang du gentleman ou de créer une société artificielle qui

abaaisserait le gentleman au niveau du manœuvre? Je connais la réponse des socialistes, mais je sais aussi celle dictée par le simple bon sens. Dédaignons les vagues phrases humanitaires inspirées uniquement par la basse envie. Tous nos efforts doivent tendre à fortifier la mentalité d'un peuple et non à l'amoindrir. Le progrès n'est pas dans la haine des classes, comme ne cessent de le répéter les sectaires, mais uniquement dans leur fusion.

Les socialistes, qui d'abord favorisèrent la création des syndicats, les voient maintenant se retourner contre eux. Bien vainement essaient-ils de calmer cette hostilité. Malgré leur soumission, la Confédération du Travail les repousse avec mépris. Dans ses meetings récents, elle a refusé la présence d'un seul député socialiste.

L'idéal des syndicalistes reste encore un peu vague, car pour le moment ils ne cherchent qu'à détruire, mais leurs écrivains ont déjà pris soin de nous dépeindre la future société syndicaliste. Elle sera composée de producteurs réunis en syndicats échangeant leurs services. Cette organisation, très éloignée de la forme Etatiste prônée par les collectivistes, lui serait évidemment supérieure. Collectivistes et syndicalistes sont en réalité aux pôles de la pensée, et nulle conciliation n'est possible entre eux.

*
* *
*

Beaucoup de braves gens prennent des airs entendus pour nous révéler que le syndicalisme représente l'aurore de temps nouveaux. Ils ne semblent pas soupçonner que cette aurore constitue simplement une régression vers un état de choses fort ancien et si insupportable qu'il fut abandonné.

Le régime syndicaliste a fonctionné, en effet, pendant des siècles dans les républiques italiennes. Elles n'étaient que des fédérations de syndicats industriels, sous la direction d'un conseil élu par ces syndicats.

Le tableau des conséquences de cette forme gouvernementale a été parfaitement tracé par un professeur au Collège de France, M. Renard, que sa qualité de socialiste humanitaire rend peu suspect. Je lui emprunte sa description :

Querelles de ville à ville, de quartier à quartier, de famille à famille, interminable et monotone kyrielle de vendettas, d'émeutes, d'incendies, de meurtres, de barricades, d'exils, de confiscations, voilà le spectacle désordonné, tumultueux, qu'offrent pendant des siècles les communes italiennes, Florence la Belle aussi bien que les autres. En Italie on croirait à certains moments qu'on descend avec Dante dans un de ces cercles infernaux où se poursuivent, se débattent, se mordent, se dévorent des troupes de monstres, de démons et de damnés.

Dans son livre, *Socialisme à l'Étranger*, M. Quentin-Bauchart montre que ce régime syndicaliste était si oppressif pour l'ouvrier que l'on considéra partout comme un bonheur d'en être débarrassé — même au prix de dictatures militaires très dures. La Révolution se crut obligée d'abolir les corporations, infiniment moins tyranniques cependant que les tout-puissants syndicats des républiques italiennes.

Il n'est pas douteux, d'ailleurs, que l'effort de la civilisation, effort dont est sortie la constitution des grands Etats, a été de substituer l'intérêt général à des intérêts individuels et corporatifs toujours en lutte. Le syndicalisme est donc, en réalité, je le répète, une évolution régressive et non progressive.

Que des intérêts similaires se syndiquent, rien de plus naturel. Cela existe universellement. En Allemagne, notamment, les syndicats sont innombrables. Tous les corps d'état, bouchers, professeurs, magistrats, égoutiers, etc., sont plus ou moins syndiqués. En France seulement, se manifeste la prétention des syndicats de renverser l'Etat pour être les maîtres, et revenir à une forme de gouvernement que le progrès de la civilisation a fait disparaître.

Si le syndicalisme triomphait un jour, nous verrions s'ouvrir une période d'anarchie à laquelle au-

cune organisation sociale ne saurait résister longtemps. Les peuples révoltés contre leurs lois sont condamnés à subir bientôt les fantaisies des despotes que le désordre fait invariablement surgir, et finalement les invasions. C'est pour ne l'avoir pas compris que de grandes nations ont péri, que la Grèce, flambeau du monde antique, fut réduite en esclavage et que la Pologne disparut de l'Histoire.

Le triomphe du mouvement actuel ne serait qu'une conséquence de la désagrégation mentale dont la révolte des postiers constitue un alarmant symptôme. Dans leurs meetings, on a vu ces derniers prôner l'antimilitarisme, l'antipatriotisme et l'anarchie. Leur grève, au moment même où l'affaire des Balkans paraissait devoir entraîner la France dans une guerre redoutable, prouve à quel point des syndiqués font passer de petits intérêts particuliers avant l'intérêt général. Pour eux, la patrie, c'est leur syndicat.

La lutte se dessine de plus en plus nettement entre le syndicalisme révolutionnaire et l'Etatisme collectiviste. Ces deux formes de tyrannie sont également détestables. Je crois cependant que la première serait peut-être la moins dure, parce que de petits despotismes collectifs se font équilibre et sont dès lors moins tyranniques qu'un seul despotisme collectif tel que celui rêvé par les socialistes.

Avec l'effacement progressif des caractères et l'incompréhension générale des lois naturelles, nous sommes condamnés à subir l'une ou l'autre de ces tyrannies, à moins que ces deux forces antagonistes n'arrivent à se neutraliser l'une par l'autre. Ne l'espérons pas trop.

CHAPITRE III

L'Évolution anarchique du Syndicalisme.

Le don de prophétie constituait, jadis, un exceptionnel présent des dieux. La Bible ne cite qu'un petit nombre de prophètes et témoigne à leur égard d'une respectueuse vénération.

Grâce sans doute aux incontestables progrès de la religiosité contemporaine, la faculté de deviner l'avenir est devenue générale. On rencontre peu d'hommes qui n'utilisent plusieurs fois par jour cette aptitude, autrefois si rare. Je ne fais pas allusion seulement aux socialistes, perpétuels prophètes, dont tous les verbes se conjuguent invariablement au futur, ainsi qu'on le leur a déjà fait observer. Je parle simplement d'individus quelconques, habitués comme la plupart de leurs contemporains à dissenter longuement sur les sujets qu'ils ignorent. Vous causerez difficilement dix minutes avec eux sans entendre une prédiction. Si elle ne concerne pas l'avenir de la France ou des autres Etats, elle touche au sort de leurs voisins.

On ne saurait donc tirer vanité d'une faculté que tous possèdent, ou au moins exercent, d'une si continue façon. Ne pas la pratiquer serait vouloir se distinguer.

Donc, me conformant à l'usage universel, il m'arrive parfois de tenter des prédictions. Elles sont le plus souvent à longue échéance, pour m'éviter d'assister à leur irréalisation.

J'en ai cependant risqué quelques-unes à brève échéance. Parmi ces prédictions appuyées uniquement d'ailleurs sur des notions psychologiques très simples, je citerai celle publiée dans un grand journal parisien, le lendemain même de l'exécution de Ferrer et où je prédisais que cet événement si bruyamment commenté à Paris ne produirait aucune espèce d'émotion en Espagne. Vérifiée aussi fut la prédiction où j'annonçais que la Confédération du travail finirait par subir l'absorption des éléments anarchiques qu'elle s'était si maladroitement annexés.

Sur ce dernier point voici comment s'est exprimé, juste une année après mon pronostic, le secrétaire démissionnaire de la C. G. T., M. Niel :

Tous nos efforts pour arrêter l'envahissement du syndicalisme par la politique ont tout bonnement abouti à ceci : c'est qu'on a fermé la porte de devant au virus socialiste pour ouvrir celle de derrière au poison anarchiste... Peu à peu, goutte à goutte, les politiciens anarchistes incorporent tout l'anarchisme au syndicalisme, à tel point qu'ils n'ont plus besoin d'employer l'expression compromettante, anarchisme, pour faire triompher leur politique anarchiste, celle plus sympathique de syndicalisme leur suffisant de plus en plus... Le syndicalisme, c'est l'anarchisme sans le mot.

Arrêtons-nous sur cette dernière définition qui synthétise fort justement le syndicalisme latin actuel : « de l'anarchisme sans le mot ». Les fondateurs du syndicalisme pacifique ont mis quelque temps à le découvrir. Les ouvriers le découvriront peut-être également et finiront par comprendre que l'anarchisme ne constitue pas une doctrine politique, mais un état mental, spécial à des variétés bien définies de dégénérés, catalogués depuis longtemps par les pathologistes. Ils s'apercevront alors que le sabotage des machines, l'incendie des usines, l'assassinat des soldats est une œuvre de demi-aliénés, ne pouvant améliorer le sort de personne.

Hallucinés par leurs impulsions morbides, les anarchistes se soucient peu d'ailleurs d'améliorer l'exis-

tence des classes ouvrières, comme réussirait à le faire un syndicalisme intelligent, celui d'Angleterre ou d'Amérique par exemple.

Une très utile leçon fut récemment donnée, sur ce sujet, aux syndicalistes français par M. Samuel Gompers, président de la C. G. T. américaine (*American Federation of Labour*). Cette association compte deux millions d'ouvriers, alors que la nôtre en comprend seulement trois cent mille. Leur richesse est considérable et ils possèdent plus de trois cents journaux.

Le mépris professé par les syndicalistes américains pour les agitations stériles des syndicalistes français est visible. Ils considèrent les conceptions de ces derniers comme fort puériles.

Autrefois, est-il dit dans le discours de M. Gompers, alors que nous étions dans l'enfance, nous avons nous aussi nos communistes, nos anarchistes, nos chevaliers du travail, nous étions impuissants.

...Le syndicalisme ne doit pas être destructif, il doit être constructif... Ruiner l'industrie nationale par le sabotage et les grèves est un mouvement incohérent comme les Jacqueries du Moyen Age. Le prolétariat français n'a rien appris, il est resté impulsif.

L'assertion qui a le plus frappé les syndicalistes français et les a remplis d'horreur, est celle du président de la grande Confédération américaine leur disant « n'être nullement certain que la suppression du patronat serait un progrès. Ce pourrait même être un retour à l'esclavage ».

Nos syndicalistes auraient entendu des affirmations analogues en Angleterre et en Allemagne, mais leur mentalité étroite ne leur permet pas la compréhension de pareilles vérités. Seul le travailleur, capable d'observer, comprend que le produit de l'atelier, et par conséquent le salaire, dépend avant tout de la valeur du patron.

Cette dernière conception n'est jamais admise par les syndicalistes latins. Quand on leur demande de préciser leur rêve, ils répondent invariablement : « l'atelier sans maître ».

Ce sont là évidemment utopies d'intellectuels qui n'ont pas dû fréquenter beaucoup d'ateliers ou ne les ont jamais regardés bien attentivement. Un superficiel examen leur eût vite prouvé que l'usine vaut surtout par son chef. Tel maître, telle usine.

La grande difficulté actuelle, avec les complications énormes de la technique moderne, n'est pas de recruter les soldats de l'industrie, mais leurs chefs. Une usine prospérant sous un directeur habile dépérit promptement entre des mains inexpérimentées. L'atelier libre, c'est-à-dire sans chef, serait le vaisseau sans capitaine. Anarchie aujourd'hui, ruine demain.

Ces vérités sont au surplus dénuées d'intérêt pour les anarchistes devenus les maîtres du syndicalisme, puisqu'ils ne poursuivent d'autre but que de détruire la société, pour la remplacer par un vague communisme. Ils sont en réalité autant ennemis du syndicalisme que du collectivisme, ou de toute autre forme d'organisation sociale.

Bien que redevables à la faiblesse de l'Etat moderne des lois qui leur permettent de vivre, ils se dressent maintenant contre lui et nous avons la naïveté de les supporter.

J'ai exposé dans un précédent chapitre quelques-uns des méfaits des lois que les législateurs s'obstinent à entasser, sans en prévoir les incidences. Parmi elles, on peut mentionner encore la loi créée en 1884 par un ministre, orateur excellent mais psychologue détestable, sur les syndicats professionnels.

Les avertissements ne lui manquèrent pas. En réponse à un sénateur, craignant « qu'il ne vienne un jour où le Parlement sera dominé par une Fédération d'ouvriers obéissant à un mot d'ordre donné par un grand syndicat », il se borna à railler « ce pouvoir indicible, supérieur à celui qui a pu être exercé par toutes les dictatures, qui serait attribué à je ne sais quel conseil général des syndicats ».

On lui avait pourtant signalé le danger en termes

d'une psychologie très sûre : « La domination, déclarait un judicieux sénateur, sera inévitablement absolue, car il n'y a pas de milieu, ou elle n'existera pas ou elle sera absolue ; ou il n'y aura pas de Fédération de syndicats professionnels ou l'union aura une autorité sans limites, car on sait comment parmi les ouvriers l'autorité sait s'imposer et se faire obéir ». On indiqua également comme conséquences du projet, le développement de l'antimilitarisme, et de l'antipatriotisme. Rien n'y fit. L'aveuglement demeura général et la loi dont se déroulent, grandissants chaque jour, les désastreux effets fut votée.

Grâce à elle, la Confédération des ouvriers peut se maintenir impunément en guerre contre la patrie, l'armée, la société, le capital, ne cessant sa propagande antimilitariste, provoquant les pillages d'usines et les incendies.

Tous ces fanatiques vivent dans le royaume de l'illusion pure. A l'ouverture de *l'École socialiste* M. Jaurès lui-même a montré, par l'examen d'un livre récent de deux syndicalistes révolutionnaires, que ces bruyants révoltés n'arrivaient qu'à proposer le rétablissement exact de ce qu'ils auraient détruit par une révolution violente.

Un des traits qui me frappent le plus dans la révolution qu'on nous raconte, écrit M. Jaurès, c'est son invraisemblable facilité !

Le gouvernement disparaît comme un fantôme, le parlementarisme s'évanouit comme une fumée, l'armée passe au peuple. Tout cède...

Mais voilà qu'aussitôt, dans la réorganisation sociale à laquelle les syndicats président, apparaît une série de transactions et d'arrangements si opportunistes, que le plus modéré des parlementaires d'aujourd'hui y pourrait prendre des leçons !

Le paysan garde son champ, le petit boutiquier sa boutique. La Révolution s'empare des banques, mais c'est pour remettre aux déposants des carnets de chèques nouveaux...

L'Etat détruit renaît. Le Parlement reparait dans le Congrès Confédéral, où l'on ne résout pas seulement des questions corporatives, mais la question agraire entière, mais la question de la monnaie et bien d'autres aussi.

Tous les éléments de la société s'y trouvent, c'est la loi de la

démocratie qui les régit. Nous avons bien sauté la barricade, mais toutes les difficultés actuelles se retrouvent de l'autre côté...

Ceux qui souvent nous ont traités, non sans dédain, d'opportunistes, tombent à notre triste niveau dès qu'ils essaient de prendre contact avec la réalité. (*Humanité* du 30 novembre 1909).

*
* *

En attendant son rôle futur, la Confédération du travail exerce dans le présent une action destructrice indubitable. Elle tend à ruiner beaucoup d'industries, sans se douter d'ailleurs que ce sera la misère des ouvriers vivant de ces industries. Son influence contribua fortement, par les grèves maritimes et l'élévation des salaires, à la décadence de notre marine marchande. On peut juger de son état actuel par le tableau suivant, indiquant la chute des dividendes de nos grandes compagnies de navigation en moins de dix ans.

	Dividendes payés en 1900.	En 1908
Chargeurs Réunis	50 fr.»	Néant
Compagnie havraise.	50 »	20
Messageries maritimes.	25 50	Néant
Compagnie générale transatlantique.	16 »	12

Dans un discours prononcé au Sénat et dont voici quelques extraits empruntés à l'*Officiel* du 11 mars 1910, M. Méline montra parfaitement les résultats créés par l'anarchie législative et l'état mental actuel de la population ouvrière.

« Je vis dans le monde industriel; eh bien! laissez-moi vous dire que je constate que l'esprit d'entreprise et d'initiative est découragé. Les menaces dirigées contre le capital, les grèves à jet continu, les attentats trop souvent impunis à la liberté du travail, les menaces fiscales dirigées contre tous ceux qui possèdent et qui épargnent, sont peut être pour beaucoup dans ce découragement.

« Les révolutionnaires qui nous poussent dans cette voie sont bien imprudents. Ils sont en train de tuer la poule aux œufs d'or. Ils espèrent qu'avant peu il n'y aura plus de riches. S'il n'y a plus de riches, tout le monde sera pauvre, les pauvres seront plus pauvres et ce sera la misère générale. »

Quant à l'objection tirée des bilans commerciaux

très avantageux en apparence, attestés par nos statistiques, l'orateur n'eut pas de peine à montrer de quelles illusions optimistes les hommes d'Etat qui les invoquent étaient victimes. Alors que depuis vingt ans le commerce de la plupart des pays : Allemagne, Etats-Unis, Belgique, etc., a doublé, le nôtre, au point de vue de la progression, est lentement tombé au dixième rang.

Et pendant que nous nous ralentissons ainsi, tous les peuples devenant de plus en plus industriels trouvent de moins en moins de débouchés. Ces derniers se ferment successivement. « Un jour peut venir où les difficultés de cet encombrement général ne seront plus d'ordre économique et pourront tourner en conflits de peuple à peuple ».

Une des causes contribuant aussi, en dehors de l'ordre qui y règne, à la puissance de certains pays étrangers, c'est qu'au lieu de la sinistre armée des déclassés fabriqués par notre Université, ils possèdent « une jeunesse ardente et nombreuse qui se répand d'un bout du monde à l'autre et qui travaille à la prospérité des affaires de son pays d'origine ». M. Méline espère que nous aurons cette jeunesse le jour où nous serons guéris de la plaie du fonctionnarisme. Plus grave est la plaie de notre Université. Le fonctionnarisme n'en constitue que la conséquence nécessaire.

*
* *

Dès qu'un parti politique se fonde et quelles que soient ses doctrines, eût-il pour but de saccager des machines ou de « planter le drapeau national dans le fumier », on est toujours sûr de voir accourir à son aide une nuée de demi-intellectuels sans emploi. Notre éducation classique en fabrique des légions, incapables de remplir d'autres fonctions. Ne nous étonnons donc pas que les pires formes du syndicalisme anarchique puissent recruter de nombreux avocats.

Le sabotage des usines, ou la destruction des fils

télégraphiques, constituant des opérations qu'on évite de recommander trop ouvertement, par crainte des lois, les professeurs d'anarchie finirent par essayer de découvrir une philosophie, d'où pourraient se déduire, grâce à d'habiles subterfuges de langage, les pratiques du syndicalisme anarchiste.

La tentative étant malaisée réussit médiocrement. On vit avec étonnement les doctrines enseignées au Collège de France par le plus doux et le plus sagace des philosophes, M. Bergson, devenir l'Évangile du syndicalisme révolutionnaire. « C'est de M. Bergson que se réclame l'école nouvelle », nous dit M. le professeur Bouglé. Il est vrai que les modernistes, les néo-catholiques et d'autres sectes s'en prévalent également. « Ce que demandent les uns et les autres à leur maître involontaire, ce sont des leçons d'anti-intellectualisme. » On doit remplacer le raisonnement « par des intuitions illuminantes, qui seules nous permettent de comprendre la vie par une sorte de sympathie inexprimable... Il faut s'en fier en tout et pour tout, aux inspirations de l'élan ouvrier, frère de l'élan vital ».

Vous ne comprenez peut-être pas très bien? Moi non plus, et les syndicalistes encore moins. Cela n'a du reste aucune importance. La grande force d'une doctrine est souvent d'être incompréhensible. Les foules ne se passionnent guère que pour ce qu'elles ne comprennent pas. A l'époque du Jansénisme, l'Europe faillit être bouleversée par une doctrine de la Grâce, dont aucun théologien n'est jamais parvenu à nettement exposer les principes ni à voir l'immoralité.

En fait, les théoriciens du syndicalisme ont simplement pressenti l'utilité pour une doctrine politique de posséder une philosophie. Celles d'Hegel, Comte et quelques autres avaient déjà servi à des partis très divers et d'ailleurs étaient bien vieilles. Il fallait donc en choisir une autre et naturellement on prit la plus neuve. Lorsque les anarchistes incendie-

ront une usine, ils pourront assurer désormais le faire au nom d'une philosophie et avoir pour guides « les intuitions illuminantes de l'instinct ».

Et ceci nous montre en passant combien est dangereuse la tendance de la philosophie pragmatiste à dédaigner la raison pour lui substituer l'instinct. On oublie trop facilement qu'il fallut à l'homme des entassements d'âges, pour sortir de l'instinctif et entrer dans le rationnel. Ce n'est qu'en se dégageant progressivement de ses impulsions instinctives, que l'humanité put s'élever sur l'échelle de la civilisation.

Une civilisation, c'est la domination de l'instinctif par le rationnel. Une révolution et l'état de barbarie qui l'accompagne, c'est la revanche de l'instinctif contre le rationnel.

Si donc, comme l'affirme M. Bouglé, la philosophie anti-intellectualiste doit conduire « les constructions intellectuelles à retourner spontanément en poussière » on peut assurer que le même jour l'humanité retombera au plus inférieur degré de la basse barbarie. La philosophie de l'instinct a toujours été pratiquée en réalité par les sauvages et les apaches de tous les temps. Il faut la leur laisser.

Les doctrines du syndicalisme révolutionnaire et la faiblesse gouvernementale nous préparent de furieux bouleversements. Peut-être finalement en résultera-t-il quelque utilité. L'âme des peuples est parfois si stable que la modification, même légère, du moindre élément de leur vie sociale, réclame un temps fort long ou une révolution très violente. Les révolutions coûtent cher et produisent peu, mais enfin il en reste parfois quelque chose. La Terreur, vingt ans de guerres européennes et la mort violente de trois millions d'hommes furent nécessaires pour donner simplement aux Français la similitude des droits et l'égalité devant la loi. Ils eussent fini par les obtenir sans révolution, car la locomotive est une niveleuse plus puissante que la guillotine; mais il aurait fallu

attendre un peu, et les dieux n'ont pas accordé aux Latins la faculté d'attendre.

*
* *

L'examen du rôle, assurément très important, joué par le syndicalisme dans l'Evolution économique du monde nous entraînerait au delà des limites possibles d'un chapitre. Voulant nous restreindre au point le plus intéressant, nous remarquerons simplement que le syndicalisme pourra peut-être, s'il réussit à se débarrasser des anarchistes, s'opposer utilement au développement du collectivisme, forme suprême de l'Etatisme, dans lequel nous nous enlisons chaque jour davantage et dont le terme ultime serait la misère dans l'égalité et la servitude.

Il ne faut pas oublier, en effet, et cesser de répéter, que le syndicalisme est l'ennemi irréductible du collectivisme. Associer les deux mots, c'est comme si on parlait de chrétiens musulmans ou de cléricaux libres penseurs.

Aux personnes ignorantes de cette divergence absolue de doctrines, que persistent à méconnaître les socialistes, je recommande la lecture d'un opuscule intéressant, dû à la plume d'un syndicaliste fervent, M. Edouard Berth. Il y démontre fort bien l'irréductible différence séparant le collectivisme, expression finale de l'Etatisme, du syndicalisme qui repousse de toutes ses forces l'intervention de l'Etat. L'auteur considère, non sans raison, que le développement du socialisme est une conséquence de la décadence bourgeoise. Il combat également l'anarchisme qui, explique-t-il judicieusement, « représente la résistance au progrès ou la dissolution du progrès ». Quant au capitalisme si persécuté par les socialistes, les syndicalistes en comprennent parfaitement au contraire la puissance.

Le syndicalisme, dit M. Berth, considère le capitalisme comme un merveilleux magicien qui a su, grâce à l'audace combinée

de l'initiative individuelle et de la coopération, faire sortir du travail social où elles dormaient l'infinité des forces productives humaines.

De plus en plus effacés devant leurs rivaux, les socialistes savent cependant aujourd'hui que le syndicalisme « travaille à déposséder le parti socialiste de ses électeurs ouvriers ».

Ces rivalités nous présagent bien des combats. Ne les redoutons pas trop, puisqu'ils sont inévitables et que la nature n'a pas encore trouvé d'autre moyen de réaliser ses progrès. La lutte, elle est partout. Lutttes entre les espèces animales, lutttes entre les peuples, lutttes entre les individus, lutttes entre les sexes, lutttes enfin entre les cellules mêmes de notre organisme. Et ces dernières, quoique cachées, sont justement les plus impitoyables. Il faut donc se résigner à toutes ces batailles que ne sauraient prévenir nos discours. Le monde marche avec nous ou contre nous suivant la manière dont nous savons nous orienter. Les nécessités naturelles nous conduisent, et vainement chercherions-nous à les fuir. On peut les maudire. Il faut les subir.

LIVRE V

LES ERREURS DE PSYCHOLOGIE POLITIQUE EN MATIÈRE DE COLONISATION

CHAPITRE I

Nos Principes de Colonisation.

Les luttes économiques entre l'Occident et l'Orient seront, sans doute, une des sérieuses préoccupations du xx^e siècle et entraîneront, fatalement, plus de ruines et de sang versé que les guerres des temps passés.

Dans ce conflit de deux civilisations aux prises, les colonies sont appelées à jouer un rôle considérable. On ne conteste plus, aujourd'hui, l'intérêt que nous avons à conserver les nôtres. Nous ne saurions donc rester indifférents à ce qui les concerne.

L'administration des colonies fondées par les diverses nations européennes, repose sur quelques principes très précis. Ces principes, engendrés par l'expérience, et qui devraient, semble-t-il, être généraux, varient, au contraire, d'un peuple à l'autre.

D'un peuple à l'autre est peut-être trop dire, car, en ce qui touche les méthodes colonisatrices, on peut distinguer, parmi les puissances européennes, deux catégories. Dans la première, nous sommes, nous,

Français, à peu près isolés, la seconde comprend la plupart des autres nations. Ces divers pays fondent des colonies pour les garder et en tirer profit. Supérieurs à ces préoccupations mesquines, et n'oubliant pas que notre rôle est de porter aux divers peuples de la terre les bienfaits de la civilisation, nous prétendons les gouverner avec nos institutions et nos idées. Institutions et idées sont malheureusement repoussées avec une complète unanimité. Convaincus de notre bon droit, nous persistons dans nos doctrines, et il en sera sans doute ainsi jusqu'à ce qu'une série suffisante de désastres nous ait solidement prouvé qu'en matière de colonisation, nos grands principes constituent, théoriquement et pratiquement, de lamentables erreurs.

Dans un chapitre de mon livre : *Les civilisations de l'Inde*, j'ai montré les principes directeurs suivis par l'Angleterre pour la conquête et l'administration de ses colonies, et notamment l'Inde; comment cette dernière avait pu être soumise avec l'argent et les hommes du peuple conquis; combien elle était sagement administrée; et comment, par l'application d'un seul principe psychologique erroné, ce gigantesque empire échapperait peut-être un jour à ses vainqueurs.

Obligé d'être bref, je me bornerai, dans ce chapitre, à rechercher les idées courantes en France sur l'administration de notre colonie la plus voisine, l'Algérie, et quelles conséquences peut entraîner leur application.

Les études sur l'Algérie sont innombrables; mais deux d'entre elles, rédigées par des auteurs fort compétents, résument clairement la moyenne des opinions admises. L'une a pour auteur un savant professeur du collège de France, M. Leroy-Beaulieu, l'autre, un ancien consul français, M. Vignon.

Je n'ai pas pour but, dans ce chapitre, d'examiner en détail les résultats de notre colonisation algérienne; mais seulement la valeur des idées psycholo-

giques fondamentales qui ont dirigé et paraissent devoir diriger longtemps encore notre administration. Mes critiques porteront donc uniquement sur les principes et nullement sur les hommes qui les appliquent. Ce sont des nécessités politiques et non des théories qui dirigent les hommes d'Etat; or, les nécessités sont filles de l'opinion. C'est donc à l'opinion qu'il faut s'en prendre, non aux personnes forcées de la subir et dont aucune ne serait assez puissante pour gouverner sans elle. La changer sera fort difficile, car si le peuple français se montre le plus révolutionnaire des peuples, en apparence, il est peut-être, au fond, le plus conservateur de l'univers.

L'Algérie, contrée aussi vaste que la France, est un pays assez peu peuplé. Elle est habitée par six millions de musulmans dévoués à nos institutions, assurent les rapports officiels; mais, en fait, ce dévouement a besoin d'être consolidé par une armée de 60.000 hommes, c'est-à-dire à peu près égale à celle qu'emploient les Anglais pour maintenir sous l'obéissance 250 millions d'Hindous, dont 50 millions de musulmans bien autrement redoutables et difficiles à manier que leurs coreligionnaires algériens¹.

Au milieu de cette population musulmane de l'Algérie en évolue une autre de 800.000 Européens dont la moitié seulement est française; l'autre moitié est espagnole, italienne, maltaise, etc. Ces éléments européens, d'origines si diverses, ne se croisent pas avec les Musulmans, mais seulement entre eux, et le jour est proche où il résultera de ces mélanges une population nouvelle à caractères bien tranchés et

1. Beaucoup de musulmans de l'Inde sont d'ailleurs de purs Arabes. On les rencontre surtout dans l'empire du Nizam. A Hyderabad, ils forment une population tellement fanatique et dangereuse, que le gouvernement anglais a pris le parti d'interdire absolument aux Européens de traverser les rues sans autorisation et sans escorte. C'est, du reste, un principe général, aux Indes, d'empêcher autant que possible le contact des indigènes et des Européens. Chaque cité comprend toujours deux parties souvent séparées par plusieurs kilomètres de distance, la ville indigène et la ville européenne: cette dernière forme ce qu'on appelle le cantonnement.

dont les intérêts seront, naturellement, ceux de l'Algérie, beaucoup plus que ceux de la métropole. Elle apparaît un peu déjà, cette métropole, comme une sorte de banquier naturel destiné à gratifier le pays de chemins de fer, d'établissements publics et de subventions variées.

Quant aux musulmans, constituant la majeure partie de la population, ils contiennent des descendants de tous les conquérants africains; mais le fond paraît être formé principalement de deux tiers de Berbères et d'un tiers environ d'Arabes. Les différences entre eux sont assez faibles; la seule présentant quelque importance est la division en sédentaires et en nomades. Nous verrons plus loin que, contrairement à une opinion très répandue, Arabes et Berbères fournissent des éléments à ces deux classes.

Le livre de M. P. Leroy-Beaulieu pourrait se résumer en un mot, traduction exacte, d'ailleurs, des idées régnantes en France sur l'Algérie: « Franciser les musulmans ».

Le système politique suivi jusqu'ici pour franciser ou conquérir moralement ces musulmans est d'ailleurs d'une barbarie voisine du procédé des primitifs Américains à l'égard de ces Peaux-Rouges, qu'on dépouillait de leurs territoires de chasse en leur laissant la pleine liberté de mourir de faim.

C'est à peu de choses près notre méthode administrative du refoulement fort bien décrit par M. Vignon :

L'administration, dit-il, voyant les gouverneurs généraux confisquer une partie des terres des tribus après chaque insurrection, pensa qu'elle pouvait en toute justice faire choix des meilleures terres pour les colons et « refouler » les indigènes. A mesure que l'élément européen se développait, les indigènes étaient renvoyés de l'héritage de leurs pères, des tribus entières transportées loin de la région qui était en quelque sorte leur patrie... Les résultats d'une pareille politique suivie pendant plus de trente ans ne pouvaient être douteux; ici, l'Arabe incessamment refoulé, toujours plus incertain de recueillir le fruit de son travail, ne songeait ni à bien cultiver, ni à améliorer le sol; là, privé des terres labourables de sa tribu, de la jouis-

sance même de l'accès des cours d'eau, ne pouvant lutter contre la sécheresse, il ne recueillait pas le blé suffisant à sa nourriture et voyait ses troupeaux diminuer ou disparaître ; partout, enfin, ces mille souffrances entretenaient les haines de l'indigène contre le colon et creusaient, au lieu de le combler, le fossé déjà profond qui sépare les deux races.

Le sénatus-consulte de 1863 qui déclara les tribus propriétaires des territoires dont elles avaient la jouissance n'a pas mis fin au système du « refoulement », mais il a changé de forme et de nom. Aujourd'hui il s'appelle le système de « l'expropriation pour cause d'utilité publique »... Deux traits essentiels caractérisent ce système : d'une part, il ne procure la terre aux colons qu'en l'ôtant aux indigènes, il constitue des cercles exclusivement européens d'où les indigènes sont écartés avec soin en tant que propriétaires ; d'une autre, il condamne à la misère l'indigène dépossédé. L'ancien propriétaire du sol reçoit une indemnité en argent qui est fixée par les tribunaux ; elle varie généralement de 50 à 60 francs par hectare. L'indigène se trouve donc échanger les 30 ou 40 hectares sur lesquels il vivait aisément avec sa famille contre une somme de 1.500 francs à 2.000 francs, c'est-à-dire qu'au lieu d'un fonds de terre suffisant à ses besoins pour toute sa vie, il n'a plus qu'un capital qu'il épuise en une ou deux années.

Une des plus étranges applications faites en Algérie de l'omnipotente intervention de l'Etat a été la colonisation officielle. Il faut en lire la lamentable histoire dans le livre que je viens de citer. On y verra les conséquences de ces distributions gratuites de terres à des déclassés de toutes sortes, aussi aptes à cultiver le sol qu'à professer le sanscrit, de ces créations de villages officiels devenus aujourd'hui des déserts, etc. Les résultats de cette désastreuse expérience, et les frais excessifs entraînés par elle, n'ont pas suffi pourtant à éclairer nos administrateurs, puisque, il y a quelques années, un gouverneur général demandait 50 millions pour exproprier encore des Arabes et créer d'autres villages en remplacement de ceux qui avaient si misérablement échoué ! Heureusement, le projet fut repoussé par les Chambres, car il préparait sûrement une nouvelle révolte de la population musulmane et un nouveau gouffre pour les millions de la métropole. Qu'un pareil projet ait

pu être proposé, discuté et près d'aboutir, cela montre à quel point l'éducation de l'opinion française demeure encore primitive en matière de colonisation.

Il n'est pas surprenant qu'avec de telles expériences l'Algérie nous coûte excessivement cher. On évalue ce que nous avons payé pour elle à plus de 4 milliards, déduction faite des recettes. Au prix de tant de sacrifices, avons-nous au moins pacifié le pays ? Tâchons de nous le persuader, mais n'oublions pas que, pour y conserver une paix relative, il nous faut y entretenir constamment une importante armée.

*
* *

Depuis la conquête de l'Algérie, deux principes fondamentaux, alternés suivant les mouvements de l'opinion, semblent avoir exclusivement dirigé notre politique colonisatrice. L'un consiste à exproprier les Arabes, puis à les refouler dans le désert; l'autre à les franciser en leur imposant nos institutions. Les Arabes ne se sont pas laissé refouler, par l'excellente raison que le désert ne peut nourrir personne, et qu'avant de consentir à mourir de faim, plusieurs millions d'hommes commencent généralement par opposer quelque résistance. Les indigènes n'ont pas plus accepté d'être francisés que refoulés, parce que jamais jusqu'ici un peuple n'a pu changer sa constitution mentale, pour adopter celle d'un autre.

Les deux systèmes sont donc également détestables et le passage successif de l'un à l'autre ne nous offre aucune chance de les améliorer. On continuera la série des ruineuses expériences, jusqu'au jour où nos gouvernants, enfin éclairés, s'aviseront que laisser au pays conquis ses institutions, ses coutumes, son genre de vie, ses croyances, comme le font tous les peuples colonisateurs, les Anglais et les Hollandais notamment, est la plus simple, la moins coûteuse et la plus sage des solutions.

Cette solution serait actuellement impossible, puisque l'opinion publique est contre elle. La conduite de nos administrations, les idées émises dans les journaux et dans les livres, le prouvent suffisamment.

A peu près dégagés en Occident de l'influence des croyances religieuses, nous supposons volontiers qu'il en est universellement ainsi. Fort peu d'auteurs européens ont compris qu'en Orient la question religieuse prime toutes les autres. Institutions civiles et politiques, vie publique ou privée sont, pour les disciples de Mahomet, comme pour ceux de Siva ou de Bouddha, uniquement régies par la loi religieuse. Manger, boire ou dormir, ensemençer son champ, recueillir sa récolte, constituent chez l'Oriental des actes religieux. Les Anglais le comprennent si bien que, malgré leur protestantisme rigide, ils restaurent aux Indes les pagodes, entretiennent largement les prêtres de Siva et de Vichnou, et ne favorisent nullement le zèle de leurs propres missionnaires. On chercherait vainement sous le ciel britannique des avocats pour soutenir qu'une colonie doit périr plutôt qu'un principe.

Protéger la religion musulmane, nous appuyer sur les congrégations influentes, fortifier l'autorité des prêtres musulmans au lieu de la combattre et de l'affaiblir, aurait dû être la base de notre politique. Le premier résident français à Tunis, un des bien rares gouverneurs ayant su s'assimiler les choses de l'Orient, et qu'on s'est d'ailleurs empressé d'en retirer, faisait preuve d'un sens politique très profond quand il suggérait au bey de Tunis la promulgation de décrets religieux pour affirmer aux yeux des croyants la légitimité des mesures qu'il voulait imposer.

Respecter les coutumes religieuses des Arabes, c'est respecter toutes leurs institutions, ces dernières dérivant uniquement, comme je le disais plus haut, des croyances religieuses. M. Leroy-Beaulieu réproouve

cette politique qu'il qualifie de politique d'abstention et ajoute que « le respect complet des coutumes, des traditions, des mœurs de ce que l'on a appelé la nationalité arabe exigerait que notre armée et nos colons quittassent l'Afrique ».

Pourquoi le respect des mœurs et coutumes arabes entraînerait-il le départ obligatoire de notre armée et de nos colons? L'auteur oublie totalement de nous le dire. Je crois qu'il aurait grand'peine à étayer son opinion d'aucune raison sérieuse. La politique défendue ici est celle adoptée à l'égard des musulmans par les Anglais aux Indes sans que ces derniers paraissent nullement disposés à abandonner leur immense empire.

Les mesures conseillées par M. Leroy-Beaulieu sont bien conformes à nos idées d'égalité universelle. Elles consistent dans « la fusion de l'élément indigène avec l'élément européen ». Cette fusion est représentée comme « un état de choses où les deux populations d'origine différente seraient placées sous le même régime économique et social, obéissant aux mêmes lois générales, et suivraient dans l'ordre de la production la même impulsion ».

Le tableau apparaît séduisant sur le papier. C'est le rêve égalitaire de nos théoriciens de 93 et d'aujourd'hui. Il ferait un peu sourire le plus modeste employé du service civil des Indes. On peut être un savant remarquable sans soupçonner l'abîme qui sépare la pensée et les sentiments d'un Oriental de ceux d'un Occidental.

L'auteur prévoit bien quelques obstacles à sa politique de fusion, mais les surmonte aisément. D'abord il assure, toujours sans dire sur quelles observations s'appuie son assertion, que « les Kabyles ne diffèrent des Européens que par un point, la religion ». Quelle erreur! On serait plus près de la vérité en disant qu'entre l'Européen civilisé et le Berbère actuel, la différence est aussi considérable qu'entre

un Gaulois du temps de Brennus et un Parisien de nos jours.

Les Berbères, suivant M. Leroy-Beaulieu, étant identiques aux Européens, les Arabes, seuls, resteraient à franciser. La chose lui paraît fort simple : « Il faudrait, explique l'auteur, radicalement modifier le système de la tribu, de la propriété collective, de la famille polygame. Ces trois points obtenus, il ne resterait plus que des détails dont on viendrait à bout avec le temps. »

Ces petites transformations, qui réjouiraient assurément les plus purs des socialistes, semblent si faciles à l'auteur qu'il ne juge même pas utile d'indiquer le moyen de les opérer. Je crois cependant que pour toute personne un peu familiarisée avec l'étude de la constitution mentale des Arabes, réaliser de telles modifications n'offre guère moins de difficultés que de changer un indigène australien en professeur au Collège de France, ou d'apprendre à voler à un batracien.

M. Leroy-Beaulieu n'est pas tendre d'ailleurs pour les Arabes, qu'il paraît considérer comme une collection de sauvages. Leur organisation est simplement, suivant lui, « l'ancienne constitution de tous les peuples pasteurs ». L'auteur croit évidemment que tous les Arabes sont des pasteurs, et les Berbères des sédentaires. En réalité, nomades et sédentaires subsistent chez les deux peuples. Les plus purs des Berbères, les Touaregs, sont exclusivement nomades. En lisant ce qu'écrivait Ibn Khaldoun au XIV^e siècle, on voit que cette division des Berbères de l'Algérie en sédentaires et en nomades ne date pas d'hier¹.

1. « Depuis les temps les plus anciens, dit Ibn Khaldoun, cette race d'hommes (les Berbères) habite le Maghreb, dont elle a peuplé les plaines, les montagnes, les plateaux, les régions maritimes, les campagnes et les villes. Ils construisent leurs demeures, soit de pierres, soit d'argile, soit de roseaux et de broussailles, ou bien de toiles faites de poil de chameau. Ceux d'entre les Berbères qui jouissent de la puissance et qui dominant les autres s'adonnent à la vie nomade et parcourent avec leurs troupeaux les pâturages auxquels un court voyage peut

Les distinctions faites autrefois par quelques auteurs entre Berbères et Arabes, au point de vue de l'aptitude à la civilisation, reposaient sur des observations fort superficielles et ne sont plus soutenables aujourd'hui. Il y a, je le répète, parmi les Berbères, des sédentaires et des nomades, comme il y en a parmi les Arabes. Le mode d'existence dépendant du milieu, ces deux formes de la vie sociale résultent de la nature du sol et non de la race. Dans les plaines sablonneuses, Arabes et Berbères sont nomades; dans les régions fertiles ils sont sédentaires. On trouve des Arabes nomades et des Arabes sédentaires en Algérie, aussi bien qu'en Egypte, en Syrie et en Arabie.

Des Berbères sédentaires et des Arabes sédentaires, je ne vois guère qui l'emporte comme développement intellectuel. Si l'on devait pencher d'un côté, ce serait plutôt vers les Arabes, possesseurs jadis d'une civilisation très haute, alors que celle des Berbères fut toujours assez rudimentaire¹.

La réforme sur laquelle M. Leroy-Beaulieu insiste le plus — mais toujours en oubliant de nous indiquer son mode d'application pratique — est la suppres-

les amener; jamais ils ne quittent l'intérieur du Tell pour entrer dans les vastes plaines du désert. Ils gagnent leur vie à élever des moutons et des bœufs, réservant ordinairement les chevaux pour la selle et pour la propagation de l'espèce. Une partie des Berbères nomades fait aussi métier d'élever des chameaux, se donnant ainsi une occupation qui est plutôt celle des Arabes. Les Berbères de la classe pauvre tirent leur subsistance du produit de leurs champs et des bestiaux qu'ils élèvent chez eux; mais la haute classe, celle qui vit en nomade, parcourt le pays avec ses chameaux, et toujours la lance en main, elle s'occupe également à multiplier ses troupeaux et à dévaliser les voyageurs.»

1. Au point de vue moral, les Berbères paraissent même très intérieurs aux Arabes. Les premiers sont célèbres depuis la plus haute antiquité par leur perfidie. Ils étaient nombreux sans doute dans les armées carthaginoises et ont dû contribuer certainement à la mauvaise renommée de la foi punique. Lorsque Mouza, conquérant arabe de l'Espagne, fut interrogé par le calife de Damas sur les Berbères habitant les provinces qui forment l'Algérie actuelle, il lui en fit le tableau suivant que beaucoup de personnes trouveront encore très exact: « Ils ressemblent fort aux Arabes dans leur manière d'attaquer, de combattre; ils sont patients, sobres et hospitaliers entre eux, mais ce sont les gens les plus perfides du monde; promesses ni parole ne sont sacrées pour eux. »

sion de la polygamie. Il nous développe les avantages de la monogamie et révèle à ses contemporains que « le ménage est essentiellement le domaine de la femme unique ; sans elle l'âme de la famille manque, et le ressort de la prospérité de la maison est absent. C'est là une des grandes causes de la stagnation où se trouve la société arabe ».

Je ne veux pas entrer dans le fond de la question et objecter que tous les Orientaux étant polygames, il faut bien quelques puissants motifs à cette coutume. Je ne ferai pas remarquer non plus que la polygamie légale des Orientaux vaut bien la polygamie hypocrite des Européens et son cortège de naissances illégitimes. On pourra trouver des développements suffisants sur ces questions et quelques autres dans mon *Histoire de la civilisation des Arabes*¹ et y voir aussi que sous la domination arabe, les harems ont produit autant de bas-bleus illustres et de femmes savantes que nos lycées de filles.

Il est bien démontré aujourd'hui que la polygamie n'a jamais causé la stagnation des musulmans. Est-il nécessaire de rappeler que les Arabes, et les Arabes seuls, nous ont révélé le monde gréco-latin, et que les universités européennes, y compris celle de Paris, ont pendant six cents ans vécu exclusivement des traductions de leurs livres et de l'application de leurs méthodes ? La civilisation arabe fut une des plus brillantes qu'ait connues l'histoire. Elle est morte comme bien d'autres ; mais ce serait se contenter d'explications par trop superficielles que d'attribuer à la polygamie les conséquences de facteurs d'une tout autre importance.

On ne saisit pas très bien d'ailleurs les motifs de l'animosité du vertueux professeur contre la polygamie, puisqu'il nous annonce qu'elle est restreinte aux familles riches, et perd du terrain. Si elle devient

1. Un vol. in-4° de 750 pages. — Paris, Didot, 1884.

si rare et de si peu d'influence, pourquoi donc alors vouloir la supprimer, et comment justifier que cette coutume puisse être « une des grandes causes de la stagnation où se trouve la société arabe » ?

M. Leroy-Beaulieu range notre éducation latine parmi les principaux moyens d'action sur les Arabes. C'est là, du reste, une opinion générale aujourd'hui, que j'ai partagée comme tout le monde, et dont il m'a fallu beaucoup de voyages et d'observations pour me dépouiller complètement. Bien que ne pouvant espérer convertir à mes idées un seul lecteur français, le sujet est trop grave pour que je ne dise pas toute ma pensée. Elle sera exposée dans un prochain chapitre. On y verra que loin d'améliorer la condition des indigènes, l'instruction européenne n'a d'autre résultat que de les rendre moralement et matériellement tout à fait misérables.

Les raisons psychologiques du déplorable effet produit sur des races relativement inférieures ou, du moins, différant profondément de celles de l'Europe par notre éducation européenne n'étaient pas impossibles à prévoir. Cette éducation adaptée par des transformations séculaires à nos sentiments et à nos besoins ne pouvait l'être à des sentiments et à des besoins différents. Ses premiers résultats sont de dépouiller brusquement l'Arabe, l'Hindou ou un Oriental quelque des idées héréditaires sur lesquelles sont fondées ses institutions et ses croyances, base de son existence. Si le rêve de M. Leroy-Beaulieu et de tous les auteurs qui prônent l'éducation européenne des Arabes s'accomplissait, l'Algérie serait pour nous ce que fut la Vénétie pour l'Autriche, ce qu'est l'Irlande pour l'Angleterre, l'Alsace pour l'Allemagne.

Nos historiens gémissent quelquefois dans leurs livres de la perte de l'Inde, jadis en partie conquise par le génie du grand Dupleix. Ne la regrettons pas trop. Gouvernée comme nous gouvernons Pondichéry et nos autres colonies, c'est-à-dire avec les principes

exposés par M. Leroy-Beaulieu, l'Inde, rapidement mise à feu et à sang, n'eût pas tardé à nous échapper.

On a recommencé en Indo-Chine¹ exactement les mêmes lourdes fautes qui rendent partout notre domination si intolérable et si ruineuse. Nous envoyons administrer des Orientaux par des agents politiques qui les traitent à la façon d'un département français, avec une armée de fonctionnaires, n'ayant pas les notions les plus vagues des mœurs et des coutumes du peuple indigène, et le heurtant à chaque instant. Alors que notre grande colonie devrait rapporter 200 millions par an à la métropole, suivant l'assertion d'un ancien gouverneur, M. Harmand, nous continuons à y semer millions et soldats, sans autre résultat que de nous faire profondément haïr, perdre tout prestige et montrer une fois de plus au monde notre désolante incapacité à comprendre quelque chose aux besoins, aux sentiments et aux idées des races étrangères et, par conséquent, à les gouverner.

*
* *

Le danger apparaît donc clairement de vouloir imposer aux indigènes des colonies des institutions, des idées et des besoins de peuples différents. Nous pouvons ajouter, d'ailleurs, que pareille tâche est impossible et qu'aucune nation n'a jamais réussi à la réaliser. Le vernis provisoire de l'éducation européenne modifie fort peu l'indigène. Causez quelque temps avec des lettrés hindous, élevés dans les écoles anglo-indiennes, vous constaterez, malgré une instruction à peu près égale à celle du bachelier ou du licencié européen, l'abîme subsistant entre leurs idées

1. En Indo-Chine et partout. Le Dr Colin a publié sur le Sénégal et le Soudan une série d'articles où il montre les tristes résultats de notre incurable manie de vouloir imposer à tous les peuples nos institutions. « En nous attaquant prématurément à l'organisation de la société nègre, dit l'auteur, nous aurons la guerre, la guerre perpétuelle et sans merci, et nous trouverons devant nous tous les peuples fétichistes et musulmans, sans compter que les esclaves eux-mêmes seraient contre nous. »

et les nôtres. Il fallut de longs siècles aux Barbares pour se créer, avec les débris du monde romain, une civilisation, une langue et des arts adaptés à leurs besoins. Ces grandes transformations, le temps seul peut les accomplir.

L'histoire prouve que deux civilisations trop différentes, mises en présence, ne se combinent jamais. Les peuples conquérants qui ont pu en influencer d'autres sont uniquement ceux dont les sentiments, les idées, les institutions et les croyances ne présentaient pas de divergences trop accentuées. Les Orientaux agissent aisément pour cette raison sur des Orientaux, mais jamais les Occidentaux n'ont pu acquérir d'action sur eux.

Tel est le secret de l'influence immense exercée par les Arabes en Orient, et qu'ils possèdent encore en Afrique, en Chine et dans l'Inde. Partout ils ont réussi sans effort à faire adopter aux peuples en contact avec eux les éléments les plus fondamentaux de leur civilisation : la religion, la langue et les arts. Implantée dans un pays, la civilisation musulmane y semble fixée pour toujours. Elle a fait reculer dans l'Inde des religions pourtant bien vieilles et rendu entièrement arabe cette antique Egypte des Pharaons sur laquelle les Perses, les Grecs et les Romains eurent si peu d'influence. L'Islamisme compte 50 millions de sectateurs dans l'Inde, 20 millions en Chine, et ce nombre s'accroît rapidement chaque jour. Il conquiert aujourd'hui tout le continent africain, alors que les efforts des missionnaires européens échouent misérablement. L'explorateur européen, parvenu à grand'peine au centre de l'Afrique, trouve des caravanes d'Arabes laissant derrière elles leur religion et souvent leur langue.

Les Européens peuvent être des colonisateurs habiles ; mais, depuis Rome, les seuls peuples réellement civilisateurs ont été les musulmans. Seuls, en effet, ils réussirent à faire adopter à d'autres races les éléments essentiels d'une civilisation : la religion, les institutions et les arts.

Les Européens parviennent assez aisément, comme les Anglais dans l'Inde, à dominer un peuple inférieur; mais modifier sa mentalité, il n'y faut pas songer. L'écart entre nos sentiments, nos besoins et les leurs est trop considérable pour que les étapes en puissent être brusquement franchies. La civilisation adaptée à nos besoins ne l'est nullement aux leurs; notre vie factice, nos inquiétudes perpétuelles, nos révolutions fréquentes, nos nécessités artificielles et le travail incessant qu'elles entraînent, la vie de l'ouvrier de l'usine ou des mines, péniblement attelé à un dur labeur et ne possédant de la liberté que le mot, rien de tout cela ne le tente. Je fus toujours frappé, dans mes voyages, de constater que les lettrés orientaux, ayant visité l'Europe, étaient les moins séduits par notre civilisation. Je n'en ai jamais connu qui n'aient considéré l'Oriental comme beaucoup plus heureux, plus honnête et plus moral que l'Européen tant qu'il n'a pas subi son contact. Le seul résultat de notre civilisation sur les Orientaux est de les dépraver et de les rendre misérables.

Impossible d'insister longuement sur les vérités qui précèdent. On ne peut qu'énoncer brièvement ici des idées dont le développement exigerait un volume. Pour en revenir à M. Leroy-Beaulieu, j'ai l'espoir qu'en y réfléchissant il reconnaîtra que l'idée de franciser un peuple demi-barbare en lui inculquant notre éducation, théorie si générale encore en France, n'est véritablement plus soutenable par un savant. Laissons de telles idées aux démagogues socialistes. On n'a plus aujourd'hui le droit d'ignorer que les institutions d'une race ont un enchaînement nécessaire, qu'elle ne peut pas les choisir à volonté, mais doit subir celles en rapport avec ses besoins et imposées par son évolution. Inutile de rechercher la civilisation théoriquement la meilleure pour une nation, mais bien celle qui lui convient.

Je n'ai cessé depuis vingt ans de répéter les vérités

qui précèdent. Elles commencent, bien que très lentement, par faire leur chemin. Dans son remarquable ouvrage, *Domination et Colonisation*, un des hommes les plus familiers avec les choses de l'Orient, M. l'ambassadeur Jules Harmand, s'exprime de la façon suivante :

C'est la plus grande des erreurs et la plus fatale pour le conquérant et pour ses sujets de ne pas reconnaître qu'il y a des races et des sociétés supérieures de par la nature et par l'accumulation des circonstances évolutives, qu'il y en a d'autres moins favorisées, et que plus la distance qui les sépare est grande et moins il est possible de les rapprocher par des lois communes et par les mêmes procédés de culture.

...Ce sont ces convictions, dictées par l'observation des faits, qui doivent inspirer la conduite des Européens dans leur expansion lointaine, accomplie par la *domination* des peuples si différents d'eux-mêmes. Leur application seule, résolument désassimilatrice, systématiquement respectueuse de la constitution mentale de ces peuples, des organisations politiques et sociales qui sont la résultante de leurs besoins matériels et moraux, peut être profitable en même temps au dominateur et au sujet, et justifier ces vastes et difficiles entreprises.

Nos hommes politiques sont pour la plupart très loin encore de ces idées. Couramment des administrateurs font traduire et afficher, dans les pays barbares qu'ils gouvernent, la proclamation des *Droits de l'homme*, pour se concilier les populations envahies et leur faire apprécier les bienfaits de nos institutions. Cette enfantine conception donne l'exacte mesure de leur mentalité en matière de colonisation.

*
* *

A nos méthodes d'assimilation forcée se joignent, dans les colonies un peu éloignées, des procédés d'autocratie jacobine, qui les rendent rapidement inhabitables pour des Européens. Le moindre petit gouverneur — fruit sec de la politique le plus souvent — se croit un potentat et se conduit en despote asiatique.

Le *Matin* du 29 mars 1910 contenait à ce sujet une correspondance d'un voyageur à la Guyane dont voici un extrait :

Les hauts fonctionnaires envoyés de la métropole ne passent que pour amorcer une affaire ou une candidature. S'ils séjournent un peu, ils sont en proie à la folie autocratique, promulguent des ukases effarants, ordonnent des arrestations, séquestrations, expulsions, répandent la terreur, préparent la révolte. Quand, à la dernière extrémité, le gouvernement central les rappelle, c'est pour les envoyer ailleurs en fructueuse mission.

Pour le malheureux colon, nulle sûreté; politiquement, l'arbitraire; commercialement, l'arbitraire. L'interprétation variable des tarifs de douane permet à l'administration de ruiner Pierre au bénéfice de Paul. Nulle garantie pour l'avenir d'une entreprise. Vous achetez des terres pour y planter des cacaoyers, sur lesquels on vous promet une prime de 80 centimes quand ils seront en rapport; vous engagez vos capitaux: le moment venu, il se trouve que la prime est réduite à 30 centimes, et qu'au surplus il n'y a pas de crédits au budget pour la payer. Vous réclamez; on vous objecte: « L'administration n'est pas allée vous chercher en France; que venez-vous faire ici? »

Il est aisé de deviner à quelle misérable situation, semblables procédés ont conduit ces colonies. Le résultat est rendu frappant, par la comparaison avec des pays voisins. Alors que la Guyane anglaise et la Guyane hollandaise ont atteint un haut degré de prospérité, la Guyane française retourne à l'état sauvage.

J'ai déjà montré dans un précédent chapitre, en reproduisant des fragments d'une circulaire du gouverneur actuel de la Côte-d'Ivoire, combien étaient maladroitement féroces nos méthodes de colonisation et à quel point elles avaient exaspéré les populations. Un journal anglais, l'*African Mail* faisait justement remarquer que les révoltes de toutes ces peuplades, auxquelles nous prétendons imposer par la violence les bienfaits de notre civilisation, étaient fatales.

Les autorités récoltent ce qu'elles ont semé, et depuis deux ans la Côte-d'Ivoire est le théâtre de combats incessants aboutissant à un état de choses, presque sans précédent, dans les annales de l'Afrique occidentale moderne.

On peut tirer de ce qui se passe actuellement à la Côte-

d'Ivoire plusieurs leçons, dont la principale est la folie qu'il y a à frapper d'impôts les tribus des forêts qui n'ont substantiellement rien gagné à l'occupation européenne. Une telle politique ne peut être appliquée que par des méthodes brutales : incendies de villages, raids sauvages et incidents déshonorants.

Lorsqu'une administration civilisée exhibe sur des lances les têtes des chefs indigènes rebelles pour montrer ses prouesses, lorsqu'elle hypothèque les récoltes des villages indigènes pour le paiement de ses impôts, on ne peut guère se montrer surpris que les communautés indigènes soient préparées à courir le risque d'une destruction complète pour secouer un joug si odieux.

Comme consolation — d'ailleurs médiocre — de nos insuccès coloniaux, nous pouvons dire que les Allemands ne furent pas plus heureux. Les Belges ont employé des procédés aussi durs que les nôtres, mais, possédant en plus beaucoup de méthode et des hommes capables, ils ont su retirer de leur grande colonie du Congo d'immenses richesses. N'ayant nullement la prétention — toujours un peu hypocrite — d'être les bienfaiteurs de l'humanité, ils se sont bornés à devenir les bienfaiteurs de leur propre pays. C'est généralement le seul but qu'on puisse se proposer et obtenir en matière de colonisation.

CHAPITRE II

Résultats psychologiques de l'Éducation européenne sur les Peuples inférieurs.

Nous venons d'étudier les idées françaises reçues en matière de colonisation. Abordant la question sous un point de vue plus spécial, nous allons maintenant rechercher quelle influence notre civilisation européenne, nos institutions, notre éducation, peuvent exercer sur les populations indigènes des colonies.

Ce sujet a toujours été, en France, l'objet de débats passionnés, et on sait la voie funeste dans laquelle l'opinion et les pouvoirs publics se sont engagés pour tenter d'en trouver la solution.

Il n'est question que de franciser les Arabes de l'Algérie, les populations jaunes de l'Indo-Chine, les nègres de la Martinique; d'imposer à ces colonies nos mœurs et nos lois, de les transformer en véritables départements français.

La France ne se trouve pas seule d'ailleurs intéressée à l'étude de ce grave problème. Il est essentiellement international, et s'est posé ou se posera tôt ou tard chez toutes les nations possédant des colonies, c'est-à-dire dans l'Europe entière.

Les principes généraux que je défends n'ont jamais rallié, dans notre pays, de nombreux suffrages. Pour persister à les soutenir, il faut avoir acquis cette conviction profonde, résultat de nombreux voyages, que l'application soutenue de ces principes assure aux

colonies anglaises et hollandaises la persistante prospérité dont elles jouissent. Régies par des méthodes psychologiques fort différentes, les nôtres se trouvent dans une situation fort peu brillante, si l'on s'en rapporte à la statistique, aux plaintes unanimes de leurs représentants, enfin aux charges toujours croissantes qu'elles imposent à notre budget.

*
* *

Des divers facteurs de la civilisation, celui supposé le plus important est l'éducation ! C'est le seul que nous nous proposons d'étudier maintenant.

Les résultats de l'éducation européenne sur les indigènes ne peuvent être considérés comme concluants que lorsqu'ils résument des tentatives faites pendant de longues années sur un nombre considérable d'individus. Si je citais, dès le début, les expériences accomplies dans nos propres colonies françaises, en Algérie, par exemple, on pourrait me répondre qu'elles ont été exercées sur une trop petite échelle. Il est donc nécessaire d'appuyer l'observation faite dans nos colonies par d'autres recueillies ailleurs. C'est pourquoi nous parlerons d'abord des expériences d'éducation européenne tentées aux Indes par les Anglais.

L'essai a porté sur une population de 250 millions d'hommes ; il dure depuis soixante-dix ans. C'est une des plus gigantesques expériences qu'ait connues l'histoire.

Ce fut en 1835, sous l'inspiration de lord Macaulay, alors membre du Conseil du Gouvernement général à Calcutta, que commença l'éducation anglaise de l'Inde.

Les livres et les sciences de l'Inde paraissant tout à fait méprisables à l'éminent homme d'Etat, comparés à la *Bible* et aux ouvrages anglais, devaient être, suivant lui, rigoureusement bannis de l'enseignement. Grâce à son influence, le gouvernement de lord Bentinck décida qu'on enseignerait exclusivement, dans les écoles anglaises de l'Inde, la littérature anglaise et les sciences européennes.

L'expérience se continue depuis cette époque; l'Inde possède aujourd'hui quatre universités européennes, 130.000 écoles et 3 millions d'élèves. Plus de 50 millions sont consacrés à cet enseignement. Un tiers de cette somme est destiné aux écoles primaires, le reste à l'enseignement secondaire et aux universités.

Au point de vue de l'utilité pratique immédiate, c'est-à-dire pour obtenir à bas prix les milliers d'agents subalternes nécessaires aux Anglais dans leurs administrations : postes, télégraphes, chemins de fer, bureaux, etc., l'utilité des résultats obtenus n'est pas contestable. Les écoles anglaises fournissent surabondamment un contingent d'employés que les Anglais seraient obligés de se procurer en Europe à des prix vingt fois supérieurs.

Mais ce point de vue n'est pas le seul. Il faut se demander encore : premièrement si les individus imprégnés de cette éducation anglaise sont devenus amis ou ennemis de la puissance qui les en a dotés, secondement si l'instruction européenne élève leur intelligence et développe leur moralité.

A ces questions, la réponse théorique ne semble d'abord pas douteuse. L'instruction n'est-elle pas considérée comme une sorte de panacée universelle? Capable de rendre tant de services en Europe, ne doit-elle pas en rendre d'aussi appréciables aux Indes, chez un peuple dont la civilisation était déjà ancienne et très développée?

Les résultats de l'expérience ont été diamétralement opposés aux indications de la théorie. A la profonde stupéfaction des professeurs, l'instruction européenne n'a fait que déséquilibrer entièrement les Hindous et leur enlever l'aptitude au raisonnement, sans parler d'un énorme abaissement de la moralité, dont j'aurai à m'occuper plus loin.

Les partisans de l'éducation européenne ne songent plus à le nier aujourd'hui. Leur opinion peut se résumer dans les citations suivantes, empruntées à un livre

de M. Monier Williams, jadis professeur de sanscrit à Oxford, et qui a comme moi visité l'Inde en tous sens :

Je dois avouer en toute vérité, dit-il, que je n'ai pas été favorablement impressionné par les résultats généraux de notre campagne éducatrice. J'ai rencontré un grand nombre d'hommes mal instruits et mal formés, c'est-à-dire sans force dans le caractère et sans équilibre dans l'esprit. De tels hommes peuvent avoir appris beaucoup dans les livres ; mais s'ils pensent par eux-mêmes, leur pensée est sans consistance. La plupart d'entre eux ne sont que de grands bavards. On les croirait atteints d'une sorte de diarrhée verbale. Ils sont incapables d'un effort durable ; ou, s'ils ont la force d'agir, ils agissent en dehors de tout principe arrêté, et comme entièrement détachés de ce qu'ils disent ou écrivent.

... Ils abandonnent leur propre langue, leur propre littérature, leur propre religion, leur propre philosophie, les règles de leurs propres castes, leurs propres coutumes consacrées par les siècles, sans pour cela devenir de bons disciples de nos sciences, des sceptiques honnêtes ou des chrétiens sincères.

... Après beaucoup d'efforts, nous fabriquons ce qui s'appelle un indigène instruit. Et aussitôt il se tourne contre nous ; au lieu de nous remercier pour la peine que nous avons prise à son sujet, il se venge sur nous du tort que nous avons causé à son caractère, et il fait servir l'imparfaite éducation reçue en l'employant contre ses maîtres.

La pauvreté mentale de l'indigène instruit n'est égalée que par son incurable manie de discourir à tort et à travers. Il abordera le premier Européen rencontré pour lui demander gravement, et sans attendre d'ailleurs les réponses, s'il préfère Shakespeare à Ponson du Terrail, si le roi d'Angleterre chasse le tigre à Londres, et quel est le nombre de ses femmes.

L'incohérence de ses idées est frappante. Vichnou, Siva, Jupiter, la Bible, le prince de Galles, les héros de la Grèce et de Rome, les anciennes républiques, les monarchies modernes, dansent dans son cerveau une sarabande effroyable. Volontiers s'imagine-t-il que le roi d'Angleterre, son premier ministre et le prince de Galles forment une trinité semblable à celle de Brahma, Vichnou et Siva. Il interprétera

toutes ses notions nouvelles d'après les conceptions héréditaires de sa race, les seules auxquelles il puisse atteindre, malgré l'infatuation où son éducation anglaise l'a plongé.

*
* * *

Le dernier passage de la citation reproduite plus haut répond clairement à la question que nous nous sommes posée : l'éducation européenne fait-elle de l'indigène un ami ou un ennemi du peuple qui la lui inculque ?

Par milliers d'ailleurs pourraient être fournies les observations du même ordre. On ne trouve guère d'administrateur anglais dans l'Inde qui ne soit solidement convaincu que la totalité des indigènes élevés dans les écoles anglaises, deviennent des ennemis irréconciliables de la puissance anglaise, alors que ceux éduqués dans les écoles hindoues ne lui sont pas hostiles. Ces derniers apprécient au contraire la paix profonde que leur assure la domination britannique, domination du reste moins pesante que celle de la race mogole, sous le joug de laquelle ils vivaient auparavant.

Pour connaître l'opinion des Hindous élevés à l'européenne, il suffit de lire les nombreux journaux publiés par eux, et où le gouvernement anglais est traité aussi durement que le nôtre par les plus furieux anarchistes. Il est instructif de voir des Hindous, jadis remarquables par leur extrême douceur, devenir féroces aussitôt que l'éducation anglaise les a effleurés. Si l'Angleterre réussit à maintenir son prestige devant des attaques semblables, c'est que ces dernières ne rencontrent nul écho au sein d'une population dont l'immense majorité ne sait pas lire.

Le cri de guerre des lettrés hindous, instruits par les Anglais, est : « l'Inde aux Hindous ! » Devise d'ailleurs dépourvue de sens dans un pays composé des races les plus diverses, parlant plus de 200 langues

entièrement différentes, n'ayant aucun intérêt commun, et ne connaissant d'autre unité politique et sociale que le village et la caste.

Mais si la classe nouvelle des lettrés n'est pas encore très redoutable actuellement, à cause de son faible nombre, elle constitue, ce nombre s'accroissant chaque jour, une sérieuse menace pour l'avenir de la puissance britannique aux Indes.

*
* * *

Les faits cités répondent suffisamment aux deux questions posées : L'éducation européenne élève-t-elle le niveau intellectuel de l'Hindou ? Fait-elle de lui l'ami du peuple qui la lui inculque ? Reste à élucider ce dernier point fondamental : L'éducation européenne développe-t-elle la moralité de l'Hindou ?

La réponse sera catégorique. Loin d'élever le niveau moral des Hindous, l'éducation européenne l'abaisse à un degré dont les personnes qui les ont fréquentés peuvent seules avoir l'idée. Cette éducation transforme des êtres inoffensifs et honnêtes en individus fourbes, rapaces, sans scrupules, insolents et tyranniques envers leurs compatriotes, platement serviles avec leurs maîtres. Voici comment s'exprime à cet égard le professeur anglais déjà cité :

Il faut tenir compte, dit-il, que les Européens ont des vices aussi forts que leurs vertus, et que l'Hindou, quoique rarement capable de s'assimiler nos qualités, est au contraire très apte à s'emparer de nos défauts... Des officiers instruits par une longue expérience, et qui ont vu s'étendre progressivement notre empire de l'Inde, m'ont dit que dans les territoires nouvellement annexés, on n'a jamais constaté d'abord chez les habitants la fourberie, l'amour des procès, la fausseté, l'avarice et autres défauts, qu'ils montraient ensuite d'une façon si frappante devant nos tribunaux comme dans leurs rapports officiels avec nous.

Mais c'est surtout le contact des employés subalternes, élevés dans les écoles anglaises, qui révèle leur absence profonde de moralité. L'administration an-

glaise, parfaitement édifiée sur ce point, est obligée de prendre les précautions les plus minutieuses et de multiplier à l'infini les moyens de contrôle pour se mettre à l'abri des déprédations de ses agents hindous des chemins de fer et des postes.

Pourquoi cette immoralité ne s'observe-t-elle que chez les indigènes élevés à l'européenne? Simplement parce que notre éducation, mal adaptée à la constitution mentale de l'Hindou, a eu pour conséquence de détruire en lui les résultats des influences ancestrales, d'ébranler les vieilles croyances sur lesquelles se basait autrefois sa conduite, et de les remplacer par des théories trop abstraites pour lui. Il a perdu la morale de ses pères, sans avoir pu adopter celle des Européens. Jadis dépourvu de besoins, sa nouvelle éducation lui en crée une foule, sans lui donner les moyens de les satisfaire. Il méprise ses frères, mais se sent méprisé par ses maîtres. Ne trouvant plus de place dans la société, désorienté et misérable, il devient forcément l'implacable ennemi de ses éducateurs.

Ce n'est pas l'instruction elle-même, assurément, mais je le répète, une instruction mal adaptée à la constitution mentale d'un peuple, qui produit ces tristes effets. On peut s'en convaincre par la comparaison des résultats de l'éducation européenne avec ceux de l'éducation exclusivement hindoue telle qu'elle se pratique depuis des siècles. Les lettrés hindous, élevés par des Hindous, sont des hommes instruits, honnêtes, estimables, dont plusieurs pourraient figurer dans les grandes assemblées savantes européennes, et dont la conduite pleine de dignité est sans parenté avec l'attitude à la fois insolente et rampante des Hindous sortis des écoles anglaises.

L'inimitié pour leurs maîtres, des indigènes élevés à l'européenne n'est aucunement spéciale à l'Inde. Nous avons commis les mêmes erreurs en Indo-Chine et récolté les mêmes résultats. La preuve en est fournie par l'extrait suivant d'un rapport de M. Klobu-

kowski, gouverneur de l'Indo-Chine, reproduit par *Le Journal* du 27 décembre 1909.

Après avoir constaté l'antipathie croissante des Annamites contre nous, M. Klobukowski ajoute :

Dans des conversations ou des conférences, on excitait les habitants des campagnes contre le gouvernement français et les mandarins qui collaboraient à notre œuvre.

A côté de ces lettrés, propagateurs d'idées aventureuses, la classe remuante des gradés universitaires sans place, aigris, froissés dans leur orgueil d'être tenus à l'écart des affaires, continue à fomenter contre nous, par esprit de caste, une sourde hostilité. Et parmi eux, se distinguent des jeunes gens que nous avons vus naître, demi-savants pleins de convoitises, avides de se produire et de s'élever, disaient-ils, au niveau du Japon!

Eclairé par l'expérience sur la valeur de nos idées latines d'assimilation, M. Klobukowski ajoute mélancoliquement :

Ce n'est pas toujours aider au progrès des peuples placés sous notre influence que prétendre substituer nos coutumes à leurs rites séculaires et nos conceptions sociales à leurs traditions fortes et pratiques, telle, par exemple, et en première ligne, l'admirable commune annamite, cette cellule originelle de l'organisme national, dont une tendance trop fréquente de notre administration à l'intervention directe a souvent faussé ou même entravé le fonctionnement.

Il ne faut toucher que d'une main fort légère à l'œuvre de générations successives; le temps, loin d'effriter cet édifice, d'une originalité d'ailleurs saisissante, où s'abritent les mœurs et la législation d'un peuple, le consolide au contraire; ce fut une erreur grave — et, nous le voyons aujourd'hui, d'une répercussion lointaine — de procéder, dans le domaine politique et administratif, à des innovations hâtives et trop brusques, risquant de contrarier des habitudes invétérées.

*
* *

Quittons ces pays lointains et arrivons à la plus importante de nos colonies, l'Algérie. La majorité des politiciens français tombent d'accord pour proposer de la franciser — c'est l'expression consacrée — au moyen de l'éducation. Il s'agit sans doute ici de races bien différentes de celles de l'Inde. Voyons cependant

si les expériences déjà accomplies en Algérie peuvent faire espérer des résultats meilleurs que ceux obtenus par les Anglais dans leur grand empire asiatique.

Il est assez difficile de vérifier expérimentalement sur les musulmans algériens la valeur de notre éducation, car ils ne fréquentent guère nos écoles. Mais bien que les conséquences observées l'aient été sur une petite échelle, elles sont déjà suffisamment probantes. En voici quelques-unes, racontées dans un travail de M. Paul Dumas : *Les Français d'Afrique*.

En 1868, pendant la famine, M. Lavigerie, archevêque d'Alger, inaugurant en cela son système de propagande, recueillit un grand nombre d'enfants indigènes abandonnés, garçons et filles. Cette fondation charitable a donné lieu à la plus instructive, mais aussi à la plus navrante des expériences. Il n'y a pas longtemps, me rendant d'Alger à Constantine, j'eus occasion de causer dans le train avec un ecclésiastique fort distingué, qui me parut ne plus nourrir aucun espoir au sujet de l'amélioration de cette malheureuse race arabe. Il me raconta l'histoire lamentable des orphelins de M. Lavigerie. « Quatre mille enfants environ, me dit-il, lui ont passé par les mains ; une centaine seulement sont restés chrétiens ; presque tous sont revenus à l'islamisme. Ces orphelins ont d'ailleurs, en Algérie, la plus détestable réputation ; les divers colons bien intentionnés qui se sont avisés d'en employer quelques-uns ont dû se débarrasser d'eux au plus vite ; voleurs, fainéants, ivrognes, ils synthétisent tous les vices, ceux de leur race qu'ils ont indélébilement dans le sang, et les nôtres par-dessus le marché. On a eu l'idée de les marier les uns aux autres ; on a ensuite installé ces ménages dans des villages spéciaux, on les a pourvus de terres, on les a outillés, on les a mis dans le meilleur état pour bien faire. Les résultats ont été lamentables. En 1880, dans un de ces villages, ils ont assassiné leur curé ! »

L'expérience qui précède, fort connue en Algérie, est tout à fait caractéristique puisqu'elle a porté sur 4.000 enfants, placés dans les meilleures conditions pour subir notre influence, puisqu'ils étaient entièrement soustraits à l'action de leurs parents.

Qu'il s'agisse d'enfants ou d'adultes, d'instruction par

les livres de l'école ou d'éducation par le contact journalier des hommes, les résultats ont toujours été analogues. Aucune discipline n'est plus apte assurément à dompter les âmes que celle du régiment, et nous ne possédons pas de moyen plus efficace de fusionner l'Arabe et le Français que de les enrôler sous le même drapeau. Or, beaucoup d'Arabes ont servi dans les régiments d'Algérie, commandés par des sous-officiers et des officiers français. Ont-ils été francisés par ce contact de plusieurs années? Nullement. Ce sont de très braves soldats assurément; mais en déposant l'uniforme, ils se débarrassent du même coup de leur faible vernis européen.

Aussitôt libéré, dit l'auteur cité plus haut, notre turco s'est hâté de reprendre son burnous, il a repris le chemin de son douar ou de son village, il n'aime toujours que le couscoussou, il prendra autant de femmes qu'il lui en faudra et qu'il pourra en entretenir; moralement, il estimera toujours qu'il n'y a qu'un seul Dieu qui est Dieu, et que Mahomet est son prophète, que les chrétiens sont des chiens, fils de chiens, que la femme est une bête de somme... Il est devenu aussi peu Français que possible. La plupart du temps il s'est assimilé quelque chose de nous, nos vices, hélas! et, parmi eux, le seul des nôtres qui peut-être n'était pas le sien: l'ivrognerie.

L'opinion que je viens d'exposer sur l'impossibilité d'infuser aux Arabes d'Algérie notre civilisation, par nos méthodes d'éducation, ne m'est nullement personnelle. On la trouve répandue chez toutes les personnes ayant étudié l'Algérie, sans préjugés ni intérêt individuel, en un mot allégées de théories préconçues. J'ajouterai que cette opinion est également celle des Arabes les plus lettrés. Les avis que j'ai pu recueillir de musulmans les plus divers, depuis le Maroc jusqu'au fond de l'Asie, ont été unanimes. Tous considèrent que notre éducation rend les musulmans ennemis invétérés des Européens, envers lesquels ils ne professaient d'abord qu'indifférence. Les Arabes éclairés que j'ai consultés affirment sans exception, que le seul résultat de nos essais éducateurs est

de dépraver leurs compatriotes, de leur créer des besoins factices sans fournir les moyens de les satisfaire, en un mot d'assombrir leur sort et d'en faire des révoltés. L'instruction que nous nous efforçons avec tant de peine d'inculquer leur apprend la distance que nous mettons entre eux et nous. Chaque page de nos livres d'histoire enseigne à ces vaincus que rien n'est plus humiliant que la résignation sans révolte à la domination étrangère. Si l'éducation européenne se généralisait dans notre colonie méditerranéenne, le cri des musulmans algériens serait bientôt : *L'Algérie aux Arabes!* de même que *L'Inde aux Hindous!* est le mot d'ordre de tout indigène de l'Inde imbu de la civilisation anglaise.

Ces faits, qu'il s'agisse de l'Inde, de l'Algérie ou d'autres pays, étant identiques, suffisent à prouver combien est vain l'espoir de modifier un peuple par l'éducation. Continuer à tenter de telles expériences serait dangereux chez une nation dont on ne peut dire qu'elle soit encore pacifiée, puisqu'il nous faut une puissante armée pour l'empêcher de se révolter.

Il ne faudrait pas conclure de ce qui précède que je sois, à un degré quelconque, ennemi de l'instruction. J'ai tenu à prouver seulement que le genre d'éducation applicable à l'Européen civilisé ne l'est nullement à d'autres hommes d'une civilisation différente ni surtout à ceux n'ayant pas de civilisation du tout.

Des modifications que serait forcée de subir l'instruction européenne pour être utile aux races inférieures, je n'ai pas à m'occuper ici et remarquons seulement, en passant, que l'éducation technique d'abord, puis des notions très simples, comprenant les éléments du calcul et quelques applications des sciences à l'agriculture, à l'industrie ou aux métiers manuels, suivant les régions, devraient constituer les seules bases de leur instruction. Ils s'y intéresseraient sans doute davantage qu'à la généalogie des rois de

France ou aux causes de la guerre de Cent ans. Ils en retireraient aussi, je pense, plus de profit. Si je ne formule pas d'ailleurs de programmes détaillés, c'est que j'ai la claire notion de la parfaite inutilité de tout ce qu'on pourrait écrire sur ce sujet.

CHAPITRE III

Résultats psychologiques des Institutions et des Religions européennes sur les Peuples inférieurs.

Notre éducation européenne a donc pour résultat invariable de démoraliser l'indigène et de le transformer en ennemi acharné de l'Européen, sans élever son niveau intellectuel. Laissant de côté ces effets de l'éducation européenne sur l'indigène, dont j'essaierai plus loin de fournir l'explication, je vais aborder maintenant un autre facteur d'assimilation, en recherchant quelle influence les institutions européennes peuvent exercer sur les indigènes des colonies.

L'idée qu'on transforme un peuple en changeant ses institutions, est trop répandue en France, pour être ébranlée. Avec notre goût de l'uniformité, — sinon dans la durée, au moins dans l'espace, — nos institutions actuelles nous apparaissent toujours comme les meilleures, et notre tempérament nous conduit à vouloir les imposer. Généralement fondées sur des abstractions et déduites de la raison pure, nos spéculations politiques et sociales acquièrent rapidement, à nos yeux, l'autorité de vérités révélées. Comme tous les apôtres, nous sentons le besoin de les propager pour le bonheur de l'humanité.

La plupart des nations civilisées s'étant montrées assez réfractaires à nos leçons, nous avons dû nous rabattre sur nos possessions coloniales, pour les fran-

ciser à outrance. Les résultats obtenus sont du plus haut intérêt pour les philosophes.

Nos théories nous ont conduits progressivement à faire de nos colonies de vastes départements français. Peu importe, d'ailleurs, la population qui les occupe. Nègres, jaunes, Arabes, sauvages même, doivent bénéficier de la *Déclaration des droits de l'homme* et des grands principes. Tous possèdent le suffrage universel, des conseils municipaux, des conseils d'arrondissement, des conseils généraux, des tribunaux de tous les degrés, des députés et des sénateurs qui les représentent dans nos assemblées. De braves nègres, à peine émancipés et dont le développement cérébral peut être assimilé à celui de nos ancêtres de l'âge de la pierre taillée, sautent à pieds joints dans toutes les complications de nos formidables machines administratives modernes.

Ce régime fonctionne depuis un temps assez long pour qu'on puisse en apprécier les effets. Ils sont incontestablement désastreux. Des pays, jadis prospères, sont tombés dans la plus basse décadence. Les statistiques nous les montrent réduits à vivre du budget que leur consacre la métropole et ne cessant de faire entendre, par leurs représentants officiels, d'exigeantes lamentations.

Bien que l'assimilation ait causé la ruine de nos colonies, toutes réclament une assimilation encore plus complète que celle existante.

Ne nous imaginons pas cependant nos sujets d'outre-mer aussi naïfs que leur langage le ferait supposer. Quand ils exigent l'assimilation, ce n'est pas qu'ils admirent les rouages compliqués de notre système administratif et judiciaire. Leur rêve, en effet, est d'être assimilés à la métropole pour les avantages pécuniaires du régime et non pour les charges qui en résultent. Au lieu de construire à leurs frais, routes, ports ou canaux, comme cela se pratique dans les colonies anglaises, les indigènes souhaiteraient

vivement voir l'Etat se charger de ces travaux publics, sans être tenus à payer nos impôts. Etre assimilées signifie pour nos colonies : devenir les pensionnaires de l'Etat, — considéré comme une sorte de providence toute-puissante, aux inépuisables trésors. — Leurs vœux, en ce sens, sont exprimés avec une candeur ne laissant place à aucun doute. Ils se résument clairement dans la phrase suivante, émise par un président du Conseil général de la Réunion :

« Nous souhaitons l'assimilation progressive de la colonie à la métropole et sa transformation en un département français, mais *sans que cette assimilation puisse nous assujettir aux mêmes impôts que ceux payés en France.* »

*
* * *

Le système de l'assimilation, séduisant en théorie par son apparente simplicité, présente, au contraire, dans la pratique, une extraordinaire complexité.

Nos institutions administratives et judiciaires sont fort compliquées, parce qu'elles répondent aux besoins non moins compliqués d'une civilisation très ancienne. Nés et vivant sous leur joug, nous y sommes faits, et cependant récriminons à toute occasion contre les lenteurs et les vexations de l'administration ou de la procédure. Que de formalités administratives entraînent chez les nations civilisées les actes les plus inévitables, la naissance, le mariage et la mort ! En France même, est-il beaucoup de citoyens possédant des notions précises sur les attributions d'un conseil municipal, d'un conseil d'arrondissement, d'un conseil général, d'un juge de paix, d'un tribunal de première instance, d'une cour d'appel, etc. ? Et vous voulez qu'un malheureux nègre, un Arabe, un Annamite, se représente le jeu de tant de rouages enchevêtrés, qu'il doit accepter tout à coup, d'un seul bloc ? Songez à tous les devoirs nouveaux que, sous peine d'amende, il n'a plus le droit d'ignorer, aux nombreux fonctionnaires avec

lesquels il va se trouver en contact, le guettant à chaque détour de la vie. Il ne peut vendre ou acheter un lopin de terre, réclamer une dette à son voisin, sans subir les formalités les plus longues et les plus compliquées. Vous l'avez enfermé, lui, le barbare, l'homme à demi civilisé, dans une série inextricable d'engrenages. Jusqu'alors il n'avait connu que des institutions simples et parfaitement en rapport avec ses besoins : une justice sommaire, mais peu coûteuse et rapide, des impôts dont il comprenait le mécanisme, auxquels il était habitué et qui ne comportaient rien d'imprévu. Lui dont la vie ignorait les entraves, et pour lequel le lointain pouvoir absolu d'un chef ne signifiait souvent rien de direct et de réel, il trouve que la prétendue liberté dont nous le dotons se présente sous des formes singulièrement tyranniques.

Ces objections ne sauraient ralentir le zèle de nos théoriciens, qui se croient le devoir de faire le bonheur des peuples malgré eux. En dépit des répugnances les plus naturelles, nos colonies doivent bon gré mal gré jouir des bienfaits de nos institutions compliquées.

Pour maintenir ces institutions, on leur expédie des légions de fonctionnaires. C'est à peu près d'ailleurs notre seul article d'exportation sérieux. A la Martinique, où les quatre-vingt-quinze centièmes de la population sont des nègres, on compte huit cents fonctionnaires français. Dans les trois ou quatre petits villages de l'Inde nous appartenant encore, et dont les habitants sont exclusivement hindous, nous avons, en dehors d'un sénateur et d'un député, plus de cent fonctionnaires, dont trente-huit magistrats. En Indo-Chine, ils forment une armée.

Tous partent d'Europe animés d'un zèle ardent, mais il leur faut bientôt reconnaître que forcer un peuple à renier ses institutions pour adopter celles d'un autre est une utopie réalisable seulement dans

les livres. Leurs tentatives n'ont pour résultat qu'une complète anarchie. Aux prises avec des difficultés de toute sorte, chacun d'eux essaye d'improviser un système bâtard destiné à concilier tous les intérêts, et qui, naturellement, n'en satisfait aucun.

De temps à autre, un gouverneur énergique et clairvoyant pratique des coupes sévères parmi ces rangs épais de bureaucrates, et la colonie respire momentanément. C'est ainsi que, dans l'Indo-Chine, M. Constans en supprima d'un seul coup un nombre suffisant pour peupler une petite ville, et réalisa ainsi sur cet unique chapitre une économie annuelle de plus de 8 millions. Bien entendu, aussitôt son départ, on s'empressa de les réintégrer.

Ce n'est pas uniquement au défaut de capacité de nos fonctionnaires qu'il faut attribuer leur insuccès, mais à l'absurdité du devoir imposé. Ils quittent la France avec la mission d'appliquer nos institutions à des peuples qui ne sauraient les accepter ni même les comprendre. De loin, rien ne leur semble plus facile; mais, sitôt à leur poste, le découragement les saisit avec le sentiment d'une complète impuissance. Les gouverneurs eux-mêmes renoncent à cette trop lourde tâche; on vit autrefois, en six ans, quinze gouverneurs généraux se succéder en Indo-Chine, soit une moyenne de cinq mois pour chacun. S'ils y restent plus longtemps aujourd'hui, c'est que l'emploi étant royalement rétribué, on le donne à des hommes politiques influents.

Instruit par l'échec désastreux de son prédécesseur, chaque nouveau gouverneur essaye un système différent, et ne fait qu'accroître l'anarchie. Ce n'est pas toujours, d'ailleurs, ses vues personnelles qu'il applique, mais celles que le télégraphe lui impose. Le gouverneur cité plus haut faisait remarquer, dans un intéressant discours prononcé devant la Chambre des députés, qu'en un règne de six mois, il avait dû obéir à trois ou quatre ministres, « lui donnant chacun une impulsion différente ».

Les conséquences d'un tel système, on les devine aisément; anarchie d'abord, révolte ouverte ou tout au moins haine profonde des populations, ensuite. Les témoignages, malheureusement, sont unanimes sur ce point.

La cause réelle de la piraterie en Indo-Chine, lisons-nous dans un ouvrage récent, n'est pas une idée de patriotisme qui soulèverait les populations indigènes contre l'envahisseur. C'est nous qui l'avons suscitée. Nous avons indisposé les populations paisibles en réquisitionnant des porteurs, en éloignant de leurs terres des agriculteurs pour en faire des coolies, en brûlant des villages, en tyrannisant les indigènes, en établissant partout et sur tout des taxes lourdes, dépassant trois ou quatre fois la valeur des produits; la piraterie n'est que le résultat des tracasseries de nos administrateurs et des crimes des mandarins que nous couvrons.

Notre ruineux système ne sème pas ses tristes conséquences uniquement en Indo-Chine. Nous tentons également d'assimiler toutes nos colonies anciennes et nouvelles, et partout avec le même insuccès. Je ne veux pas rappeler — car cet exemple n'est pas exactement applicable à ma démonstration actuelle — que la cause du dernier bouleversement qui faillit nous enlever l'Algérie fut l'incompréhensible mesure par laquelle nous avons naturalisé en bloc toute la partie juive de la population. Mais je citerai, d'après des témoins oculaires, les faits observés au Sénégal. Dans une série d'articles publiés par un grand journal parisien, M. Colin montre jusqu'où peut conduire la manie d'imposer nos institutions à des peuples qui n'en veulent pas.

En nous attaquant prématurément à l'organisation de la société nègre, dit M. Colin, nous aurons la guerre, la guerre perpétuelle et sans merci, et nous trouverons devant nous tous les peuples fétichistes et musulmans, sans compter que les esclaves eux-mêmes seront contre nous.

La guerre durable non, sans doute, ni au Sénégal ni dans nos autres colonies, tant que, très visiblement, nous resterons les plus forts; mais l'hostilité des popu-

lations si maladroitement troublées, nous l'avons éveillée partout.

Un observateur judicieux, ayant longtemps habité nos colonies, M. Poitou-Duplessy, ancien médecin principal de la marine, écrit :

L'application prématurée du suffrage universel aux colonies, la mise à l'élection de tous les postes principaux ont eu pour effet de faire tomber tout le pouvoir aux mains des noirs sept à huit fois plus nombreux, et, grâce à la faiblesse, à la pusillanimité du pouvoir métropolitain et de ses représentants, de rendre le séjour des îles impossible pour la race blanche, vouée aujourd'hui à l'oppression ou à la disparition. C'est le retour fatal à la barbarie. L'exemple de Saint-Domingue est là pour le prouver... Si l'on considère le nombre d'électeurs que représente tel ou tel député colonial qui vient légiférer à Paris sur nos intérêts les plus chers, on arrive à cette conclusion singulière qu'un nègre des Antilles compte sept à huit fois plus dans la balance des destins de la patrie que n'importe lequel des citoyens français.

Tels sont les résultats produits par l'application des institutions européennes aux indigènes des colonies.

*
* *

Ayant successivement étudié l'influence de l'éducation et des institutions, il ne me reste plus qu'à examiner celle des croyances religieuses.

Sur l'action que nous pouvons exercer par elles, je serai fort bref. Accuser nos hommes d'État actuels de prosélytisme religieux serait injuste et le temps est passé où l'on prenait les armes pour défendre les missionnaires troublant par leurs prédications les institutions sociales des Orientaux. Si l'on devait nous reprocher quelque chose, ce serait plutôt un prosélytisme négatif. Mais enfin, nos indigènes coloniaux restent généralement parfaitement libres dans la pratique de leurs différents cultes. J'aborde donc seulement ce côté de la question, pour compléter ma démonstration qu'aucun des éléments d'une civilisation supérieure ne peut s'imposer à des peuples inférieurs.

Quelques chiffres suffiraient à montrer le peu d'in-

fluence de nos croyances religieuses sur les Orientaux. Mais ils sont superflus devant les aveux d'impuissance échappés aux missionnaires eux-mêmes.

En ce qui touche les Arabes, j'ai déjà cité le cas des 4.000 orphelins du cardinal Lavignerie. Elevés dans la religion chrétienne, soustraits à tout contact indigène, l'immense majorité de ces orphelins est retournée à l'islamisme aussitôt parvenue à l'âge adulte.

L'expérience se poursuit sur une bien autre échelle en Orient, et notamment dans l'Inde anglaise. Au sein d'un congrès de l'Eglise anglicane, un chanoine, M. Isaac Tylor, fut obligé de constater le navrant insuccès des missionnaires anglais, qui, en de nombreuses années, malgré la protection du gouvernement et d'énormes dépenses, n'avaient recruté qu'un nombre très minime de prosélytes, et parmi les plus basses castes. Dans les pays musulmans, où les missionnaires ne peuvent espérer l'appui de leur gouvernement, les échecs sont plus signalés encore. Après avoir dépensé un demi-million et dix ans d'efforts, en Arabie, en Perse, en Palestine, ils n'ont pu obtenir qu'une seule conversion, celle d'une jeune fille, notoirement connue d'ailleurs pour être à demi idiote. Cet exemple, ajouté à tant d'autres, dénonce l'impossibilité où nous sommes de faire pénétrer nos idées, nos conceptions, notre civilisation, dans les cerveaux des Orientaux, par quelque moyen que ce soit.

L'impuissance des croyances religieuses est importante à noter après celle de l'instruction et des institutions. Mais, je le répète, elle ne constitue pour ma thèse qu'un argument accessoire. Je ne suis nullement l'ennemi des missionnaires, dont je respecte le courage et les illusions, et qui nous rendent souvent de grands services dans les pays demi-civilisés ne nous appartenant pas, la Syrie, par exemple, en répandant notre langue au moyen de leurs écoles.

Ma tâche pourrait paraître terminée, après avoir montré que notre éducation et nos institutions, appli-

quées aux indigènes des colonies, n'ont d'autre résultat que de troubler profondément leurs conditions d'existence et les transformer en ennemis irréconciliables des Européens.

De tels faits sont indépendants de toute théorie. Mais ils doivent avoir des causes, et ce sont ces causes que je veux essayer maintenant de déterminer. Les faits ne sont que les conséquences de lois très générales qu'il faut toujours tâcher de découvrir. C'est ce que nous allons tenter maintenant en recherchant les causes de notre impuissance à élever au niveau de la civilisation européenne les peuples demi-civilisés ou barbares. Alors peut-être apparaîtront nettement au lecteur les raisons profondes de l'impénétrabilité des races.